Procès-verbal de la réunion du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du 13 novembre 2012

Représentants de l'administration

Hervé BARBARET

Administrateur général du Musée du Louvre, membre de droit

Charlotte LEMOINE

Directrice des ressources humaines, membre de droit

Assistants de l'administration

Jean-Marc IROLLO

Directeur adjoint des ressources humaines et du développement social

Farida LAIDAOU

Directrice adjointe des ressources humaines et du développement social

Xavier MILAN

Chef du service de la communication interne

Serge LEDUC

Directeur de l'accueil, de la surveillance et de la vente

Sophie LEMONNIER

Directrice adjointe de l'architecture, de la muséographie et des techniques

Jean-Pierre CLÉMENT

Directeur adjoint de l'architecture, de la muséographie et des techniques

Jean-Claude RIEHL

Directeur adjoint de l'architecture, de la muséographie et des techniques

Nathalie DURKHEIM

Psychologue

Membre de droit

Dr Anne CHERIN

Médecin de prévention

Personnes qualifiées

Yann ROGIER

Inspecteur santé sécurité du travail

Brigitte COTTEVERTE

Conseiller de prévention

Alix HARROUK

Alain BALDACCHINO

Nathalie TCHENQUELA

Assistants de prévention

Représentants du personnel

CGT

Sophie BERTHOMIEUX
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Xavier FEMEL
Technicien des services culturels

Alexandra KARDIANOU
Ingénieur d'étude

Didier MARTIN
Agent contractuel

Camille LEGENDRE
Technicien d'art

Franck BOYER
Adjoint technique des administrations de l'État

Gary GUILLAUD
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Anne-Marie HADBI
Adjoint administratif

Catherine MALLEGOL
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Jean-Louis RUELLAN
Technicien d'art

SUD CULTURE

Maria-Helena ESCALANTE
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Élise MULLER
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Julia RIGADE
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

FO

Alexandre MARCOU
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

M. Jocelyn MINOS
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Experts

Administration

Denis FOUSSE (DASV) – points 6 et 7
Jean-Pierre TEYTEAU (DASV) – points 6 et 7
Michel FILLARTIGUE (IREMA) – point 2
Mme DE FONT-REAUX (Delacroix) – point 3
M. RICARD (DMO) – point 8
Mme HAYES (DMO) – point 8

Absents excusés

Maurice N'GUYEN – *SUD Culture*
Sophie AGUIRRE – *SUD Culture*
Christine LALO - *Assistant de prévention*

Sommaire

I.	Approbation du PV du 26/06/2012 (pour avis)	4
II.	Prévention des addictions, la politique du Louvre (pour avis)	5
III.	Avant-projet détaillé de la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite du Musée Delacroix (pour avis)	9
IV.	Organisation de la médecine de prévention (pour information) : point oral	11
V.	Suivi des actions suite au recensement des dysfonctionnements en matière d'hygiène et de conditions climatiques à la DASV (pour information)	16
VI.	Groupe de travail agressions : mise en place et objectifs (pour information)	23
VII.	Groupe de travail pickpockets : point d'étape (pour information) – point oral	25
VIII.	Visite arts de l'Islam/OMER du 19/10/2012 (pour information)	32
IX.	Rapport d'inspection SST sur les lieux de prise de repas au Musée du Louvre	38
X.	Suivi des actions CHSCT (pour information)	43
XI.	Questions diverses	53

La séance débute à 9 h 37, sous la présidence de M. BARBARET.

I. Approbation du PV du 26/06/2012 (pour avis)

→ *N'ayant fait l'objet d'aucune remarque, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.*

Mme MULLER (Sud culture)

Avant d'entamer l'ordre du jour, nous souhaiterions faire une demande formelle.

Cet été, Sud a interpellé le président-directeur du Louvre au sujet d'une problématique individuelle renvoyant à une situation plus large de souffrance au sein des PC jour. Conformément à ses prérogatives, Sud Culture a décidé d'alerter la direction.

Suite à ce courrier, notre organisation a reçu une menace de dépôt de plainte de la responsable de ce service. Notre probité est donc mise en cause. L'opacité du traitement de cette affaire ne pouvant que générer de la suspicion par les différentes parties en cause, nous demandons qu'une enquête CHSCT soit déclenchée sur le service.

Nous rappelons encore que SUD, mais aussi la CGT, vous ont alerté à plusieurs reprises sur les dysfonctionnements de ce service. Je mentionnerai par exemple une alerte formulée en 2008, fondée sur des indicateurs d'absentéisme et de turn-over et pour laquelle nous n'avons aucun retour. Or les plaintes des collègues en souffrance psychologique perdurent. C'est pourquoi il nous paraît aujourd'hui indispensable d'objectiver les éventuels dysfonctionnements.

M. BARBARET

Je prends bonne note de votre demande. Pour ma part, je ne dirais pas qu'il y a eu « opacité », puisque nous vous avons reçu assez longuement sur le sujet, pour bien comprendre les tenants et les aboutissants de la situation. La plainte est une réaction de la personne incriminée, qui a naturellement toute liberté de réagir comme elle l'entend. Encore une fois, notre préoccupation est d'instruire à charge et à décharge, comme toute instruction doit se faire. Nous prenons donc cette situation avec le plus grand sérieux.

Mme MULLER

Je souhaiterais que notre demande d'enquête sur le service fasse l'objet d'un vote formel.

M. BARBARET

Donc, la demande de SUD est de mener une enquête CHSCT sur le service des PC jour, avec pour objet d'instruire les questions de souffrance au travail.

Vote

→ *Le CHSCT avalise à l'unanimité la demande d'une enquête CHSCT sur le service des PC jour, avec pour but d'instruire les questions de souffrance au travail.*

II. Prévention des addictions, la politique du Louvre (pour avis)

Nathalie DURKHEIM (psychologue)

Dans un premier temps, un groupe pluridisciplinaire a été constitué, avec des agents, des encadrants, des représentants du personnel, du conseiller en prévention des assistants de prévention, du médecin, assistant social et psychologue. Ce groupe s'est réuni pendant quatre jours et a travaillé sur les produits, leurs effets, la législation et les principes de prévention. Le groupe a déterminé cinq axes pour la politique de prévention des addictions.

Le premier axe est une approche institutionnelle nouvelle, fondée sur la pluridisciplinarité, de façon à ce que tous les acteurs concernés contribuent à la résolution du problème.

Le deuxième axe est la coordination et le rôle de chacun dans le dispositif.

Le troisième axe est l'information du personnel sur les risques et les dommages liés aux addictions, ainsi que sur les dispositifs d'aide.

Le quatrième axe est la formation de l'encadrement à la gestion de cette problématique.

Le cinquième axe est la formalisation des conduites à tenir selon les circonstances.

L'idée est d'abord de permettre aux abstinents de garder la liberté de ne pas consommer. Il s'agit aussi de permettre aux personnes qui ont un usage nocif, ou à risque, de ne pas basculer dans la dépendance. Enfin, il convient d'être plus performant dans l'accompagnement vers le soin des personnes qui ont déjà un problème de dépendance.

Le document proposé à la validation se décompose en une première partie reprenant la politique générale, et cinq fiches pratiques conduites à tenir. Il a été présenté aux organisations syndicales lors d'une réunion préparatoire au CHSCT, ceux-ci ont fait un certain nombre de remarques.

Sur la fiche pratique n° 2, elles ont souhaité mettre davantage l'accent sur la notion de risques liés à la consommation et de reformuler la notion de seuils recommandés.

Sur la fiche pratique n°3, elles ont souhaité remplacer les « *actions du médecin de prévention* », par le « *rôle du médecin de prévention* ».

Sur la fiche pratique n° 7, concernant le rôle de représentant du personnel, souhaité une reformulation : « *Les représentants du personnel défendent leurs collègues en difficulté. Ils peuvent constituer un relais vers les structures d'accompagnement.* »

Dans le cadre de cet objectif de sensibilisation, une première conférence-débat a eu lieu le 22 octobre, à l'attention de la direction du musée et des directeurs, sur les et la politique de prévention du Louvre.

Après la diffusion du document, il sera organisé, au cours du premier trimestre 2013, une première conférence-débat le 4 février 2013 à l'attention de l'ensemble des agents du musée. À partir d'avril 2013, seront également mises en place des formations à l'entretien dans le cadre de la gestion de situations difficiles ou problématiques liées à l'attention de l'encadrement.

Dans un premier temps, il a été déterminé qu'il s'agirait, pour les petites directions, des directeurs et des RAF et pour les trois plus grosses directions (DASV, DRHDS et DAMT), les directeurs et les chefs de services.

Cette formation durera une journée, sachant que nous demanderons que les participants aient assisté au préalable à la conférence-débat, de façon à avoir les bases en addictologie. Enfin, les encadrants de proximité seront formés selon le programme de déploiement des actions au management.

M. BARBARET

Avez-vous des questions ?

M. FEMEL (CGT)

Dans l'introduction, il est dit que « *les conduites addictives sont source de désorganisation, de tension dans les équipes, d'absentéisme et de sanctions parfois inadaptées* ». Cette dernière assertion nous dérange, car si une personne est malade, la « sanction » contre elle est forcément inadaptée. Ce n'est pas une faute que d'être malade. Il est clair que le fait d'être en ébriété sur le lieu de travail est une faute professionnelle. Il est aussi plusieurs fois arrivé que le problème majeur d'une personne en discipline soit la maladie ; la faute disciplinaire n'étant qu'un aspect de son problème.

M. BARBARET

Nous sommes d'accord. C'est justement pour éviter cela que cette politique est mise en œuvre.

Mme CHERIN (médecin de prévention)

L'un des objectifs est effectivement d'éviter de passer du stade de buveur excessif au stade de malade. Ce n'est pas parce qu'on est dans une situation d'alcoolisation aiguë qu'on est nécessairement malade. Souvent, dans les entreprises ou ailleurs, on passe sous silence les premières alcoolisations aiguës, en considérant que ce n'est pas grave. Je considère pour ma part qu'une situation d'alcoolisation aiguë en milieu de travail a du sens et qu'il faut en faire quelque chose.

M. FILLARTIGUE (Irema)

Je crois aussi qu'il faut dédramatiser le mot de « sanction ». Une sanction veut d'abord dire que quelque chose ne va pas. Entre les premiers signes et la catastrophe, il existe une multitude de signaux qui ne sont pas sanctionnés, au sens où ils ne sont pas dits et qu'ils ne sont mentionnés comme une faute.

L'amélioration de la situation va commencer avec le fait de pouvoir sanctionner (dire « stop ! »), mais sans punir gravement ou condamner. La prévention, c'est créer un espace et un discours entre

les premiers signes et la catastrophe. Le mauvais travers de la plupart des entreprises, et de la culture française en général, tient en cette formule : « D'abord, on laisse faire ; puis, on tue ».

Ce que nous voulons ici, c'est mettre des étapes, encadrer et convenir d'un pacte de soins. C'est de la gestion et du temps. La pire des sanctions est, à mes yeux, de renvoyer les gens en congé de longue durée, chez eux, où ils finiront par mourir. Je préfère encore un employeur qui ose dire que ça ne va pas.

Mme LEMOINE

Quand M. Femel évoque le conseil de discipline, on n'est plus dans les sanctions que vous évoquez. Donc, je poserai simplement la question de savoir si la sanction fait partie du soin. Dans le fond, il faut pouvoir montrer à une personne qu'elle est allée trop loin, si tel est le cas.

Mme CHERIN

Il me semble que le fait d'être alcoolisé sur le lieu de travail constitue une faute. Le cas échéant, il faut recevoir l'agent et en parler.

M. FILLARTIGUE

Les dépendances sont des « pathologies de la limite ». Autrement dit, l'usage des produits détruit les limites de la personne dépendante. Toute personne qui, dans une relation respectueuse, ose lui dire que ça ne peut plus continuer comme ça contribue à le considérer comme un sujet et commence, en quelque sorte, à la soigner. C'est la première marche vers le soin.

En général, les médecins sont dans l'embarras et la frustration, parce qu'on ne leur présente les sujets qu'au bout du bout. Pendant des années, on n'a rien dit. Il faut vraiment structurer cet espace avant la catastrophe.

Mme MULLER

En réponse à Mme Chérin, je précise que le fait d'être alcoolisé sur son lieu de travail n'est pas une faute.

M. FEMEL

Je crois qu'il importe de trouver une formulation qui montrerait clairement que l'objectif de l'établissement – et de tous les acteurs – est d'éviter d'en arriver à des sanctions inadaptées.

Ensuite, je comprends qu'il faut, à un moment ou à un autre, mettre les personnes en face de leurs responsabilités. Il importe vraiment de bien souligner qu'on se situe dans un cadre de prévention.

M. BARBARET

Je suis assez d'accord avec cette proposition. Le conditionnel que vous mettez permettrait effectivement de nuancer le propos.

Mme KARDIANOU (CGT)

Je crois pour ma part que la sanction est la première chose que l'agent va voir et il va avoir tendance à se cacher, jusqu'à la faute professionnelle qu'il l'emmènera en disciplinaire. C'est pourquoi je pense qu'il faut prendre les choses par la prévention, avant d'en arriver à la punition. D'ailleurs, on ne parle aujourd'hui que de l'alcool, mais nous pourrions élargir aux médicaments par exemple.

M. FILLARTIGUE

Vous essayez de définir la chose la plus difficile à définir en France : la prévention. Concernant la maladie alcoolique, j'insiste sur le fait qu'il se passe beaucoup de temps avant de devenir dépendant ; beaucoup de temps et beaucoup de signaux très intéressants à repérer, à condition de former le management. C'est un point stratégique très important.

Mme LEMOINE

« Les conduites addictives sont sources de tension et de désorganisation dans les équipes, d'absentéismes et d'accidents, et pourraient mener à des sanctions parfois inadaptées ».

Étant entendu que, pour les quelques cas que nous avons, je ne proposerai pas de sanctions à la direction générale (pour des gens qui sont en état d'alcoolisme avancé). Il y a deux sorties possibles. La première est d'essayer de soigner la personne. Par rapport à la sanction, il existe des modalités plus intéressantes en protection sociale, comme l'invalidité en cas extrême.

Mme MULLER

Honnêtement, il me paraît compliqué pour l'administration de dire a priori qu'il n'y aura pas de sanctions suite à des conduites alcooliques. La sanction, sans forcément aller au bout, est quand même un levier pour intervenir.

Mme LEMOINE

Au stade de la prévention, cela ne me gênera pas que l'outillage sanction participe de la prévention. C'est au stade du curatif que la sanction n'a pas vraiment de sens.

M. LEGENDRE (CGT)

À mon sens, le problème vient du fait qu'on associe les mots « maladie » et « sanction ». En général, le terme de maladie « dépasse la conscience de l'être humain »...

Mme LEMOINE

Nous sommes en train de mettre en place une prévention. À ce stade, on ne parle pas de maladies.

M. BARBARET

Avez-vous d'autres remarques avant de passer au vote ?

Mme MULLER

Au plan formel, si c'est une bonne chose que M. Loyrette signe la note, il serait bon de préciser que toute l'institution est engagée dans la démarche (qui ne relève pas du seul M. Loyrette).

M. BARBARET

Je ne vois pas d'inconvénient à le préciser.

Mme MULLER

De plus, sur la fiche pratique n° 2, l'encadré rouge nous pose problème. Il y a une sorte de mélange entre la vie personnelle (« *dans l'enfance* », « *pendant la grossesse* ») et de choses qui relèvent du travail.

Mme LEMOINE

On peut effectivement enlever « dans l'enfance ».

M. BARBARET

D'accord.

M. FILLARTIGUE

Il conviendrait de distinguer les circonstances professionnelles (travail en hauteur, etc.) de circonstances plus générales.

Mme KARDIANOU

En ajoutant les activités qui nécessitent de la vigilance.

M. BARBARET

Je vous propose de retenir cette présentation qui scinde ce qui relève de la vie professionnelle et de la vie privée.

Vote

→ <i>Le CHSCT valide à l'unanimité la note sur la prévention des addictions.</i>
--

III. Avant-projet détaillé de la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite du Musée Delacroix (pour avis)

M. RIEHL (DAMT)

Le but de l'opération est d'aménager l'accès à l'étage du Musée Delacroix. Actuellement, il y a une sorte d'escalier assez raide pour y accéder. Le Louvre a récemment acquis un local se situant au rez-de-chaussée et mitoyen de l'escalier actuel. Nous avons profité de cet achat pour permettre l'aménagement d'un nouvel accueil et donc une nouvelle entrée du musée.

Ce qui a été prépondérant dans l'aménagement de ce local a été le remplacement de l'ascenseur. Cela a dégagé, au niveau de l'entrée un espace, qui permettra d'installer une borne d'accueil. Cet espace, accessible aux personnes handicapées, donnera accès aux œuvres. Je précise que les toilettes seront accessibles à tous.

Toujours sur l'aménagement du rez-de-chaussée, nous avons développé un maximum d'espaces de présentation de documents et d'objets concernant la vente.

Tout cet aménagement bénéficie d'un chauffage au sol général et de quelques chauffages d'appoint au niveau de la porte et au niveau du poste d'accueil.

Les travaux devraient commencer en fin mars prochain, pour se terminer en fin juillet.

Mme DE FONT-REAUX (Delacroix)

J'ajoute que l'ensemble du personnel du Musée Delacroix a été très étroitement associé à la réflexion sur l'ensemble des travaux.

M. BARBARET

Avez-vous des questions ou remarques ?

M. GUILLAUD (CGT)

Entre les deux bâtiments, il existe un accès qui n'est pas praticable. Y'aura-t-il un aménagement entre les deux bâtiments ?

M. BARBARET

Si nous avons les moyens et que cet appartement qui nous sépare du jardin devait être mis en vente, nous regarderons ça attentivement. L'objectif *in fine* est que l'ensemble de ce musée, qui est superbe, soit entièrement accessible.

M. GUILLAUD

Est-il possible de réfléchir à une modification de l'agencement des collections ?

Mme DE FONT-REAUX

C'est une question importante. Nous allons naturellement réfléchir à l'installation de toutes les œuvres. On verra comment installer au mieux les œuvres par rapport au respect de l'installation nouvelle.

Mme KARDIANOU

Pour une fois, nous n'avons rien à dire. C'est une bonne initiative que de nous présenter ce projet et nous demanderions simplement une visite avant travaux.

Vote

→ À l'unanimité, le CHSCT se prononce favorablement à l'avant-projet de mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du musée Delacroix.

IV. Organisation de la médecine de prévention (pour information) : point oral

Dr CHERIN

Vous avez reçu la lettre de mission des médecins de prévention. Je vais la résumer.

Les missions d'un médecin de prévention sont d'améliorer les conditions de travail des agents dans le cadre de leur travail et de les protéger contre les nuisances éventuelles auxquelles ils pourraient être exposés.

Par ailleurs, il y a également un chapitre important autour de l'hygiène générale : locaux de travail, locaux de vie au travail, locaux de restauration. Pour cela, le médecin dispose de deux types d'actions :

- action sur le milieu du travail (tiers-temps)
- action de surveillance individuelle des agents (par le biais des visites de médecine de prévention).

La partie d'action sur le milieu de travail consiste essentiellement à participer à l'évaluation des risques professionnels.

Cette évaluation se fait grâce aux visites de locaux et aux visites de postes et doit donner lieu à l'établissement d'une « fiche de risques professionnels » (« fiche d'entreprise » selon le terme usité en médecine du travail classique).

J'ai d'ailleurs été surprise d'apprendre que ce type de fiches n'existait pas au Musée du Louvre, d'autant que ces fiches déterminent normalement les surveillances médicales renforcées. Ces fiches déterminent la périodicité des visites de médecine de travail. Tout ce travail d'identification et de suivi n'était apparemment pas effectué par le Louvre. Cela restera à faire et nécessitera un travail important.

Se pose aussi la question de la manière de travailler en CHSCT suite aux constats du médecin du travail. Il s'agit aussi de faire la synthèse de tout ce qui a été fait : cartographie de bruit, mesures d'empoussiérage, etc. Ou encore revoir tout le fichier des produits utilisés, qui actuellement n'est pas à jour. Il faut donc faire tout ce travail de recensement. Il me semble que ce travail peut être préparé en amont et par le CHSCT.

Par ailleurs, le médecin de prévention essaye de supprimer le risque ou de le remplacer par un autre qui serait moins dangereux.

J'ai eu aussi la surprise de constater que certaines visites de postes étaient faites par des infirmières (ensuite validées par le médecin). Mon collègue et moi souhaitons faire nous-mêmes les visites de postes, tout en étant accompagnés par les infirmières de travail autant que possible.

Le médecin de prévention doit aussi contribuer à l'information sanitaire :

- ❖ Informer les agents sur les risques qu'ils encourent et les moyens de s'en protéger.
- ❖ Contribuer à la formation des secouristes.

C'est un point qui reste à explorer, pour que je comprenne encore qui fait quoi au sein du musée.

- ❖ Analyser les accidents du travail.
- ❖ Participer à des enquêtes épidémiologiques.

Après cette première partie, sur l'action en milieu de travail, vient la partie de surveillance médicale des agents. Sur ce point, nous avons encore eu la surprise de constater qu'un certain nombre de visites obligatoires n'étaient pas réalisées au musée, avec un record pour un agent qui n'avait pas eu de visite depuis 23 ans. Un certain nombre d'agents du musée n'ont jamais passé de visites médicales d'affectation. J'ai re-listé l'ensemble des obligations :

- au moment de l'affectation ;
- visite annuelle obligatoire pour certaines catégories d'agents (femmes enceintes, salariés âgés de moins de 18 ans, travailleurs handicapés, agents exposés à l'amiante, le plomb, les rayonnements ionisants, les agents chimiques cancérigènes de catégorie 1 et 2, agents biologiques des groupes 3 et 4, le bruit, le travail en milieu hyperbare, les vibrations ;
- agents souffrants d'affections particulières.

Les autres agents ont théoriquement une visite tous les cinq ans.

Ces dernières années, l'accent a été porté sur les visites « à la demande » et il n'y a plus que très peu de place pour les visites obligatoires. La deuxième difficulté est qu'il y a un absentéisme considérable aux visites, soit un tiers.

Mme LEMOINE

Je fais une parenthèse. Depuis deux ans, la visite de prise de fonction est obligatoire et les agents viennent. Si elle ne se fait pas, nous ne faisons pas le recrutement. Ce dont il est question ici est l'absentéisme sur les visites obligatoires annuelles ou périodiques. L'objectif de ce point est de discuter avec vous sur la manière d'instituer une médecine de prévention viable au Louvre.

Dr CHERIN

Il y a ensuite un certain nombre de visites médicales obligatoires en lien avec le statut : réintégration des agents en CLM et en CLD.

Il y a la question des urgences. Le médecin se doit de donner son expertise sur une personne qui se présente et qui serait en danger. L'infirmière gère l'essentiel de ces demandes et recueille notre avis chaque fois qu'elle est en difficulté.

Enfin, mon collègue et moi sommes recrutés avec une lettre de mission. Aujourd'hui, on est un peu dans la difficulté, car on n'arrive pas trop à gérer.

Mme LEMOINE

Effectivement, on a désormais un médecin et demi pour nous accompagner dans la prévention. Compte tenu du nombre d'agents soumis à surveillance réglementaire, on sait qu'avec un emploi et demi de médecin, on est dans le quota réglementaire. Le problème est qu'il faut donner « un coup de collier » au début, ce qui est un peu difficile.

Les médecins de prévention sont inondés de demandes, dont certaines relèvent plutôt de la médecine de ville. À ce stade, il importe d'afficher vis-à-vis des personnels la priorité donnée aux visites obligatoires. De notre côté, il faut qu'on revoie notre système d'envoi des convocations et que l'on se professionnalise de ce côté.

Il importe aussi que les agents convoqués se rendent à leur visite. On a aussi prévu de faire un travail de communication en aval du CHSCT vis-à-vis de l'ensemble des personnels du musée. Nous voulions voir avec vous ce que vous préconisiez comme solution. Nous avons calculé avec Anne Chérin qu'il faudrait un an et demi pour que tous les agents du musée aient eu toutes les visites obligatoires. C'est l'objectif que nous nous fixons.

M. LEGENDRE (CGT)

Sur l'absentéisme, serait-il possible que nous nous réunissions avec certains agents pour trouver des solutions avec eux ? À l'époque du Dr Moreau, les gens n'allaient pas à leur visite, ensuite elle a tout « laissé tomber ».

Mme LEMOINE

Je pense que nous avons, nous DRH, une part de responsabilité que j'assume. On n'est pas bien réglé sur les convocations, le planning de travail, etc. Il faut qu'on progresse sur ce point.

Mme MULLER

Nous convenons d'abord qu'il y a des améliorations à faire, mais croyons qu'il ne faut pas passer son temps à dénigrer ce qui a été fait dans le passé. Un peu de retenue serait la bienvenue.

Sur la question des visites médicales, comme nous l'avons signalé de longue date, les agents de la DASV ne reçoivent jamais de convocation. Les convocations sont distribuées au niveau des encadrements, lesquels ne redistribuent systématiquement pas le courrier.

Mme CHERIN

Cela a été changé depuis le mois de juillet. Désormais, les RAF sont informés du planning...

Mme MULLER

S'ils ne reçoivent pas les convocations, les agents seront donc informés le matin qu'ils ont une visite médicale l'après-midi, et au niveau de la feuille de service (donc la veille pour le lendemain). Si l'administration peut le savoir un mois à l'avance, il serait bon que les premières personnes concernées le sachent dans ce délai.

M. BARBARET

Une solution pourrait être que les agents soient prévenus chez eux. Vous proposez de prévoir un délai de prévenance suffisant, ce que je crois judicieux. Je propose que la DRH trouve une solution dans ce sens. Aussi, il faut aussi normaliser l'acte de se rendre à la visite. C'est aussi l'objectif, que tout agent ait sa visite médicale et il faut se mettre en ordre de bataille pour ce faire.

Mme LEMOINE

Si vous en étiez d'accord, nous pourrions vous soumettre un projet de communication avec les agents. De leur côté, il faut que les agents intègrent que la médecine de prévention n'est pas la médecine de soins.

Nous avons aussi une communication à faire auprès des managers et dans un premier temps, des directeurs. Parfois, il y a une méconnaissance de la réglementation en la matière.

En complément, je précise que nous avons transmis deux rapports de la médecine. Il me semble qu'ils représentent un travail qui ne peut pas se faire en CHSCT, mais je voulais donner une idée de ce qui se peut se faire, avec les agents du pôle et les médecins de prévention, entre deux CHSCT.

M. BARBARET

Avez-vous des questions ?

Mme BERTHOMIEUX (CGT)

Avez-vous une date approximative pour l'arrivée de la deuxième infirmière ?

Mme LEMOINE

Oui, le 3 décembre.

M. RUELLAN (CGT)

Est-ce que les appareils récemment donnés aux collègues contre le bruit sont-ils vraiment fiables ?

Dr CHERIN

Oui.

M. RUELLAN

Comment peut-on nous donner des appareils s'il n'y a pas de piles de rechanges et choses de ce type ?

Dr CHERIN

Il y a eu un problème d'achat de piles que nous avons réglé.

Par ailleurs, il existe un nouvel appareil qui ne posera plus ce problème. Il reste que nous devons encore faire le point pour envisager quel type de protection préconiser.

Musée du Louvre

M. MINOS (FO)

Qu'en est-il des défibrillateurs ? Je n'en vois pas beaucoup.

Dr CHERIN

Il y en a quelques-uns.

Capitaine LECLERCQ (SPSI)

Nous avons fait l'achat d'un troisième défibrillateur, ce qui implique un entretien. *In fine*, on peut se poser la question de leur intérêt pratique, car il faut d'abord d'entretenir et aussi être formé à l'utiliser. Il est possible d'étudier la possibilité d'en poser à certains endroits, mais de pas de globaliser l'installation d'un ou deux défibrillateurs.

M. BOYER (CGT)

Sur les convocations, il est aussi arrivé à des agents d'en recevoir quinze jours après leur visite. C'est aussi dommageable pour les agents.

M. BARBARET

Cela rejoint ce qui a été dit tout à l'heure. Peut-être effectivement que la convocation pourrait se faire au domicile des agents.

M. BOYER

Je tiens à dire que l'établissement a fait l'effort d'attribuer des adresses électroniques nominatives sur pas mal de postes, ce qui peut faciliter les rappels.

M. BARBARET

En effet.

Mme KARDIANOU

Si je félicite de la présence d'un deuxième médecin de prévention, ce qui était une ancienne demande, je suis désolée de ne pas le voir aujourd'hui. Même s'il n'est qu'à mi-temps, la moindre des choses serait d'être présent dans l'instance CHSCT.

Mme MULLER

J'ajoute que les OS n'ont aucunement été présentés à tous les nouveaux arrivants de la DRHDS, alors que nous sommes amenés à les côtoyer régulièrement.

Mme KARDIANOU

Tout à fait.

M. ROGIER (Inspecteur santé sécurité du travail)

Je tenais, pour ma part, à rappeler qu'un avis express doit être recueilli auprès du médecin sur les projets d'aménagements. Sur le projet Delacroix, par exemple, le médecin a vocation à être consulté.

M. BARBARET

La remarque est notée.

M. MINOS

Vous avez évoqué un délai d'un an et demi pour que tous les agents passent leur visite, ce qui sous-entend que le médecin de prévention devra cumuler cela avec les visites de poste.

Mme CHERIN

Pour que les choses se fassent correctement, il faudrait que l'on ne puisse faire que des visites annuelles et plus de visites à la demande.

Mme LEMOINE

Nous avons calculé qu'ils leur faudra une année et demie, avec les visites de tiers-temps.

V. Suivi des actions suite au recensement des dysfonctionnements en matière d'hygiène et de conditions climatiques à la DASV (pour information)

M. CLEMENT (DAMT)

Le document qui vous a été remis reprend les actions effectivement engagées et réalisées sur la climatisation.

Sur Richelieu, nous avons rétabli la situation. Un projet plus important est à l'étude.

Sur Sully, nous avons mis en place le pilotage à distance qui manquait sur certaines climatisations du deuxième étage.

C'est surtout Sully qui est visé par les rondes qui seront faites, y compris pour les locaux techniques de climatisation qui sont situés en toiture. Toute une procédure est mise en place avec la DASV pour permettre les accès.

Sur Denon, vous avez la liste. Un élément objectif nous aide, à savoir la réouverture des Arts de l'Islam et la réouverture des salles OMER.

Je tiens à préciser que nous avons tenu compte de l'ensemble des observations faites par les personnels de la DASV, que nous avons synthétisé pour la partie climatisation.

Sur la région Napoléon, nous avons quelques difficultés avec la mezzanine de l'accueil des groupes et sur une partie des bureaux de région. Une expertise est en cours sur ces matériels.

Musée du Louvre

M. BARBARET

Avez-vous des remarques ?

M. LEDUC (DASV)

Il est à noter que l'ensemble des points recensés ont été classés par famille, ce qui a représenté un travail conséquent.

M. MINOS

Sur Denon (hall Napoléon), où il fait très chaud en été, la grille d'aération règlera-t-elle le problème ?

M. CLEMENT

Je n'ai pas d'alertes sur Napoléon. A priori, ça devrait aller bien.

M. MINOS

Sur les salles rouges, ça souffle très fort...

M. CLEMENT

Pour la salle 76, nous avons encore des investigations à faire sur les réseaux anciens, les réseaux en sol, car 50 % des bouches soufflent. La salle est traitée inégalement.

M. RUELLAN

Quel sera le bureau d'étude ?

M. CLEMENT

C'est le bureau d'études Agis qui a été désigné et qui s'est adjoint la compétence d'un spécialiste. La durée de l'étude de faisabilité sera de deux mois. J'ajoute que la CRAMIF a donné un avis sur ce programme, pour nous donner des pistes préférentielles.

Mme LEMOINE

Je vous propose de présenter le deuxième tableau, qui revient sur les motifs des projets.

M. RIEHL (DAMT)

Effectivement, ce tableau est extrait du document réalisé par la DASV lors des concertations et il nous sert de support pour préciser, identifier le problème avec les agents et trouver les solutions techniques adaptées.

Le tableau revient sur les problèmes de nettoyage, avec les actions qui sont faites et en cours, en particulier sur les vestiaires. Il y avait des questions sur l'encrassement des toilettes (tâches de calcaire demandant un traitement particulier).

Au niveau des vestiaires et toilettes, il y avait des problématiques de portes qui étaient très dégradées. Nous avons essayé de prioriser trois actions. La première est de mettre en place des réparations de porte spécifiques. On va aussi démonter tout un ensemble pour en récupérer les pièces détachées, et reconstruire un nouvel élément. Il y a toujours une opération plus globale de rénovation totale de cette zone de vestiaires.

Concernant les zones de bureaux, certaines sont plus compliquées que d'autres. Par exemple, on va pouvoir intervenir assez facilement sur Richelieu en 2013. Sur la partie « accueil sous pyramide », c'est un peu plus compliqué de zoner. On va s'y atteler, sachant que cela va aussi dépendre du projet Pyramide.

Plusieurs remises en peinture ont été faites ou sont en cours.

Concernant les problèmes climatiques dans les salles d'exposition, nous sommes en contact constant avec la DASV pour intervenir sur des points signalés lors d'évènements climatiques. Il s'agit par exemple de calfeutrer des fenêtres. Il est plus difficile avec l'ABF (architecte des bâtiments de France) de faire poser des stores extérieurs ou intérieurs, qui ne résolvent pas toujours les problèmes climatiques. La technique ne résout pas tout.

S'agissant des réparations de mobilier, je pense qu'elles se passent bien avec l'atelier de maintenance. A priori, nous avons résolu toutes les questions posées.

Sur le dégrassement/nettoyage, vous avez le détail de ce qui a été fait. A priori, ça se passe bien et ça donne satisfaction.

M. LEDUC

Je précise que ce tableau résume le travail de concertation auquel la DASV a participé avec la DAMT. Nous avons validé en interne toutes les propositions faites par la DAMT et l'encadrement de la DASV est en satisfait.

M. FEMEL (CGT)

Sur toutes les demandes, il n'y a objectivement que deux choses qui ont été faites. Sur des choses qui pourraient être faites assez simplement, comme le calfeutrage des bas de portes ou l'ajout des stores, on nous dit que ce n'est pas faisable techniquement. Nous constatons que le problème climatique est global. Que ce soit Denon, Sully ou Richelieu, environ la moitié des districts posent problème (trop chaud ou trop froid). Cette question avait déjà été évoquée le 9 décembre 2010 et le 10 janvier 2011 au CHS et le 4 février 2011 au comité technique. Nous avons besoin de savoir pourquoi ça ne fonctionne pas. Quand on interroge les agents, on apprend que ceux qui étaient là avant 1999 n'étaient pas confrontés à ce type de problème (en tous cas, pas à ce niveau).

S'agissant des demandes de nettoyage, nous aimerions avoir, avec précision les jours de passage.

Sur la régulation de la climatisation, je rappelle que le musée a normalement une obligation de résultat, ce qui suppose un système de contrôle. L'entreprise pourrait le constater elle-même. Pourquoi alors les élus se trouvent toujours forcés de justifier le ressenti des agents ? Les agents sont aussi lassés d'avoir à dire qu'ils ont froid. Nous voudrions objectiver les difficultés et savoir pourquoi ce point pose problème au Louvre. Nous serions curieux de voir vos relevés de température. Les agents nous ont demandé de nous en préoccuper et nous allons le faire.

M. BARBARET

Il est important d'objectiver les constats.

Vous dites que peu de choses ont été faites. Pourtant, la présentation de J.P Clément sur le génie climatique me semble avoir déjà répondu à quelques-unes de ces remarques.

Mme LEMONNIER (DAMT)

Les machines ont effectivement une grille de température qui permet de moduler et d'adapter les températures de soufflage. La centrale de climatisation analyse l'air qui est extrait, sa température et vient compenser en chaud et en froid de sorte qu'elle ait la valeur inscrite dans le cahier des charges.

Ensuite, il peut y avoir des dysfonctionnements. Dans ce cas, on peut se déplacer avec un thermomètre pour vérifier qu'on est au-dessus ou en dessous des températures de consigne. Cela permet de valider le fait qu'il y a un dysfonctionnement technique.

Il existe aussi des systèmes de surveillance à distance de ces installations, indépendamment de la régulation entre une salle et sa centrale. Ce contrôle à distance permet de vérifier que la centrale fonctionne, qu'elle est alimentée électriquement et que les ventilateurs tournent.

Certaines centrales n'étaient toutefois pas pilotées avec un retour à la GMAO. Deux locaux sont en train d'être raccordés et deux seront raccordés en début d'année prochaine.

Cette année, nous avons prévu l'intervention des entreprises de maintenance avant l'ouverture des salles (9 h) pour contrôler physiquement que les installations sensibles fonctionnent. Nous avons mis en place l'organisation et les travaux pour la situation rencontrée en février dernier ne se reproduisent pas. On a un programme de rénovation des installations techniques qui est relativement onéreux, avec des investissements à moyen/long terme ; le premier étant celui que nous avons prévu dans Richelieu avec le changement des armoires de traitement d'air. Pour cet hiver, nous avons mis en place la rénovation, à performances maximales, des installations existantes. On sait aussi qu'il va falloir qu'on change complètement et que, dans deux ou trois ans, on aura un programme de rénovation de ces armoires.

Je ne peux pas dire qu'en 1999, les conditions étaient nettement meilleures qu'aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est que nous avons tout mis en œuvre pour que ne se reproduise pas la situation de l'an dernier.

M. LEDUC

Je crois qu'on ne peut laisser dire que « rien n'a été fait ». Les armoires de traitement d'air de Richelieu ont été rénovées. Sur Sully, un certain nombre d'installations vont être rattachées à la GMAO pour un pilotage à distance. Sur Denon, la centrale de la galerie fonctionne. La centrale de traitement d'air des salles rouges a été changée et fonctionne. Le chauffage fonctionne à nouveau dans la salle du manège, etc. Donc, nous apprécierions, M. Femel, une plus grande objectivité quant au travail réalisé par les agents de la DAMT.

M. FEMEL

Et j'apprécierais que vous réécoutez attentivement ce que j'ai dit. Sur le suivi des demandes de travaux et de nettoyage formulées par la DASV, je constate que deux choses ont été faites. Ensuite, je distingue les actions qui ont été faites techniquement et les résultats qui peuvent être ressentis par les agents. À ce jour, nous n'avons pas encore fait le tour de tous les secteurs. Dans le cadre de notre travail de prévention, nous aurions aimé que la direction nous dise que tout est réglé. Je fais le distinguo entre ce qui a été fait et l'obligation de résultat du musée pour que les agents travaillent dans de bonnes conditions.

Mme KARDIANOU

Je fais également le distinguo entre les aspects climatiques et les aspects de nettoyage. Si je ne mets pas en doute vos explications techniques, d'autant que je ne suis pas spécialiste de ces questions, j'ai entendu Mme LEMONNIER dire qu'il n'était « pas possible de garantir que toutes les salles auront une température acceptable ».

Mme LEMONNIER

Aujourd'hui, ça fonctionne. Ce que j'ai dit, c'est qu'on n'était jamais à l'abri d'un dysfonctionnement à venir.

Mme KARDIANOU

D'accord. Je voulais simplement m'assurer que si nous avons une nouvelle vague de froid, sauf accident exceptionnel, les choses marcheront.

M. BARBARET

Les choses sont aujourd'hui en état de fonctionnement. On n'est jamais à l'abri d'un accident et Sophie Lemonnier dit bien que notre capacité à réagir a été sensiblement améliorée. Au bout du compte, c'est une question de conditions de travail. Il importe sans doute de communiquer aux agents, en langage très compréhensible, pour bien acter ce qui est dit là.

Mme KARDIANOU

Deux points sur le climatique. D'abord, les 19°, assis dans une salle avec des courants d'air, sont très difficiles à supporter, surtout lorsque le froid et l'humidité se cumulent.

M. BARBARET

Sur ce point, on peut recourir aussi à des rotations pour éviter que les agents ne soient postés sur de trop longues durées.

Mme KARDIANOU

Sur le calfeutrage, l'utilisation de rideaux en intérieur pourrait sans doute générer des résultats. Je connais des exemples. Alors je préférerais que le Louvre reconnaisse qu'il n'a pas l'argent pour le faire, plutôt que de contester l'utilité de la proposition. La pose de stores peut aussi aider.

Il y avait aussi des demandes pour des travaux sur les portes auxquelles il n'a pas été donné suite. La direction a avancé des raisons de sécurité pour ne pas mettre des doubles portes vitrées.

M. RIEHL

C'est différent et relève plutôt du sujet des recoupements.

Sur les travaux de calfeutrage, c'est l'ABF qui dirige les travaux (pour les monuments historiques). On lui a donné des lieux précis, il nous demande fenêtre par fenêtre. Ce document n'est d'ailleurs pas finalisé. On leur demande d'intervenir assez rapidement sur les signalements. On a identifié des lieux et on va le faire très rapidement.

Sur la porte du manège, on va bientôt pouvoir intervenir.

Sur les stores extérieurs, il y a un renouvellement des stores déchirés, ce qui demande un peu de temps et de l'investissement.

Sur les portes de recoupement, c'est beaucoup plus difficile, à l'image des escalators de Richelieu.

Quant aux autres espaces, des recoupements poseraient des difficultés par rapport à la gestion des sorties de secours. Ici, donc, nous avons avancé un argument technique, car des contraintes réglementaires nous empêchent de le faire.

Mme KARDIANOU

Nombre de travaux sont en lien avec le projet Pyramide et les délais sont encore assez imprécis (points 3 et 4).

M. RIEHL

Sur les points 3 et 4, nous n'avons pas donné d'avis défavorables.

M. BARBARET

La réponse va être imprécise pendant encore au moins deux mois. Il est vrai que le musée estime avoir la capacité de réaliser un ensemble de travaux dans le cadre du projet Pyramide, notamment l'accueil des groupes, les sanitaires et vestiaires, et les trièdres susceptibles de se substituer à l'actuelle banque d'information. Nous estimons pouvoir lancer tous ces éléments rapidement. Il y a un comité d'investissement, qui est une instance qui nous permet de dialoguer avec les autorités de tutelle pour que ces préconisations soient acceptées par elles. Je suis le premier à regretter l'incertitude actuelle. Cela ne pourra se dénouer qu'après le prochain comité d'investissement.

Mme KARDIANOU

Il n'empêche qu'il faut être capable de penser quelque chose dans l'intervalle, pour les conditions de travail des agents.

M. BARBARET

Vous avez raison. Si les décisions ne nous permettent pas d'avancer rapidement, on prendra des mesures pour ne pas laisser périliter les conditions de travail.

Je passe la parole à Farida Laidaoui qui va compléter la présentation sur la question de l'ameublement.

Mme LAIDAOU (DRHDS)

Tout est à l'aire de livraison (canapés pour les salles de repos et photocopieurs) et les matériels vont être installés.

Sur l'enquête « Évaluation de sièges pour les postes de contrôle », il y a eu 30 réponses (sur 150 agents). Le chef d'équipe a testé tous les sièges et nous fera un retour pour que l'on puisse prendre commande rapidement.

Mme KARDIANOU

Je reviens sur les points de 11 à 14 et tout ce qui concerne le nettoyage. Il est indiqué « *à vérifier régulièrement* » : par qui et comment ?

Nous rappelons que le choix de vouloir faire au moins cher dégrade la prestation.

Mme LEMONNIER

Dans un premier temps, nous avons vérifié que c'était bien compris dans le marché de nettoyage et que ce n'était pas un oubli. C'est donc à Challançin de réagir. Par « *vérifications régulières* », nous entendons des autocontrôles assez réguliers auprès de l'entreprise. C'est un travail récurrent de vérifier que le travail est bien réalisé. Il se peut que des choses nous échappent et nous aimons bien avoir le retour des uns et des autres sur un constat de travail de nettoyage pas fait, pour que nous puissions aller sur site.

Mme KARDIANOU

Si vous avez besoin de personnel, il faut le dire. Idem pour le service médical où il n'y a qu'une seule infirmière depuis longtemps. Vous avez une obligation de résultat en la matière. Si vous ne pouvez l'observer vous-mêmes, demandez de l'aide.

Mme MULLER

Par ailleurs, j'ai récemment été interpellée par des collègues sur la problématique des chaises en muséographie. Apparemment, les chaises cassées sont remplacées dans les limites budgétaires de l'exercice annuel. Même quand un autre secteur a des chaises en surplus, on ne peut pas les utiliser et même si ce secteur est fermé pour travaux.

Mme LEMONNIER

Je note la question.

M. BARBARET

Sur le principe, s'il y a besoin de chaises, ce n'est pas des raisons budgétaires ou d'organisation qui empêcheront que les chaises soient mises à la disposition des agents.

VI. Groupe de travail agressions : mise en place et objectifs (pour information)

Mme DURKHEIM

Ce groupe de travail a été décidé par la DRH dans le cadre du pôle Santé et bien-être au travail.

L'idée est de mettre en place un groupe de travail pluridisciplinaire sur les agressions et les violences internes, avec pour objectif de mieux les prévenir et les gérer.

Ce groupe pluridisciplinaire serait composé des médecins de prévention, assistante sociale, conseiller de prévention, un assistant de prévention, l'inspecteur hygiène et sécurité, un juriste de la DAFJ, un encadrant de la DASV, le chef du service de la gestion du personnel de la DRHDS et d'un représentant pour chacune des trois sections syndicales. C'est moi-même qui piloterai le groupe.

Il s'agit de partager nos points de vue afin d'aboutir à un dispositif de prévention et de gestion des incidents critiques : agressions, incivilité, violences internes et conflits. L'idée serait d'agir à deux niveaux, en particulier au niveau de la prévention. Lors de la première réunion, nous proposerons une méthodologie de travail, avec un état des lieux et une prise en compte de la législation. Nous analyserons les dispositifs qui peuvent exister ailleurs et être une source d'enrichissement pour nous.

Cette première réunion est prévue pour le 21 novembre.

M. BARBARET

Y a-t-il des questions ?

Mme MULLER

Sur les agressions des agents par le public, je tiens à souligner que la problématique existe aussi au niveau des Tuileries et du musée Delacroix.

Mme DURKHEIM

Nous avons aussi fait le choix de ne pas avoir un groupe trop important pour travailler. On s'est proposé d'avoir un seul des 4 assistants de prévention.

Mme LEMOINE

Cela n'empêchera pas l'assistant de prévention de concerter ses collègues pour apporter au groupe du matériau. Sur ce sujet, la volonté de la DRH et d'aller au-delà des strictes agressions avec le public. La violence au travail peut aussi survenir entre collègues, avec la hiérarchie, etc. Globalement, je crois que nous avons une marge de progrès sur tout ce qui concerne les conflits au travail. Cela concernera l'ensemble du musée.

Mme MULLER

Les problématiques sont très distinctes. Une étude à la RATP est en train d'être réalisée par un sociologue. Les raisons des agressions sont aussi générées par l'organisation du travail et les dysfonctionnements. Ce n'est pas la même chose que d'avoir un public « à cran » et des tensions au sein d'un service. De toute manière, la réponse institutionnelle ne sera pas la même non plus.

Mme DURKHEIM

Nous travaillerons sur tous les aspects de la violence au travail, que ce soit l'agressivité du public aux agents, et tout ce qui relève de la violence interne.

M. BARBARET

Y a-t-il d'autres remarques ou question ?

Mme MULLER

Sait-on qui sera l'encadrant de la DASV ?

Mme DURKHEIM

Il s'agit de Leïla Cherif-Hadria.

Mme MULLER

Par ailleurs, sur le choix d'un représentant par section syndicale, on ne peut pas assurer que ce sera toujours la même personne.

Mme DURKHEIM

On peut peut-être recourir à un suppléant.

M. GUILLAUD

Je dois dire que la réglementation sur les harcèlements (moraux ou sexuels) est très spécifique et assez mal connue. Il faut distinguer le harcèlement et l'agressivité, qui sont un peu différents.

M. BARBARET

Votre idée serait donc de se faire accompagner par un expert selon les sujets.

Mme DURKHEIM

De toute façon, vous aurez de la documentation et nous allons travailler ensemble.

M. GUILLAUD

Nous aurions énormément de questions à poser au service juridique du Louvre, par rapport aux actions qu'il a intentées et à la communication qu'il fait aux agents. Ces réunions seront d'autant plus utiles que le service juridique sera présent.

Mme LEMOINE

Le droit de la Fonction publique n'est pas vraiment la spécialité du service juridique du Louvre. On essaie de se répartir les rôles de sorte que les plus experts sur un sujet en aient la charge. C'est vrai que nous avons encore besoin de progresser sur ces questions. Il faut se répartir les rôles de manière optimale. On n'est pas encore en phase stable, parce qu'on apprend en avançant.

Mme MULLER

Je signale que, contrairement à ce qui avait dit au dernier CHSCT, il n'y a pas eu de large information sur le fait qu'une agression, y compris verbale, peut relever d'un accident de travail.

Mme LEMOINE

Le groupe de travail aura justement pour rôle de caler la communication qu'il faut faire.

VII. Groupe de travail pickpockets : point d'étape (pour information) – point oral

M. LEDUC

Ce groupe de travail a été constitué suite à l'alerte faite par les agents de la DASV, leurs encadrants et également les représentants du personnel au cours des derniers mois, face à l'augmentation des activités des voleurs à la tire dans le musée.

À l'égard du public et de nos agents, nous avons engagé une série d'actions dans trois directions pour parvenir à mettre un terme à cette activité délinquante au sein du musée.

Il s'agit d'abord de viser le démantèlement des réseaux d'adultes qui organisent la délinquance de ces jeunes. Dans cette optique, nous avons rencontré le procureur général adjoint du parquet de Paris, accompagné de la section des mineurs du parquet de Paris, un officier de police roumain, les autorités de police du 1^{er} arrondissement, ainsi que les services spécialisés dans la délinquance itinérante. Denis Fousse va vous faire part du résultat de cet échange (que dirigeait Hervé Barbaret pour le Louvre).

M. FOUSSE (DASV)

Cette réunion s'est tenue suite à la demande de la direction du Musée du Louvre. Nombre de voleurs à la tire revenaient régulièrement au Louvre avec un sentiment d'impunité, allant jusqu'à s'en vanter devant un certain nombre d'agents.

L'ensemble des personnes concernées était autour de la table : procureur, substitut du procureur, responsable du juge des enfants, le directeur de la police de l'ensemble des arrondissements concernés, le directeur de la police chargé de la lutte contre la délinquance itinérante, un membre de l'ambassade de Roumanie (qui était un policier en charge de la coopération avec la France), un représentant de la mairie de Paris. Le Louvre était représenté par Hervé Barbaret et moi-même, assistés du responsable des services juridiques.

Les procédures sont souvent faites sur des fausses identités, car il est difficile d'obtenir les vraies identités et les dossiers ne peuvent pas être traités au tribunal.

Dans son exposé, le Louvre a repris l'ensemble des problèmes posés : menaces sur les agents, sur les publics, etc. De là, le procureur a demandé au Louvre de le saisir en dépôt de plainte sur la globalité de ce que nous subissons (et pas simplement sur les vols). Par la suite, le procureur pourra saisir l'OCLDI (office central de lutte contre la délinquance itinérante) pour demander l'identification de ces personnes. Il s'agira d'identifier les bandes organisées, aussi bien du côté roumain que du côté français, avec un projet de démantèlement de cette organisation.

Ensuite, il a été décidé de favoriser les actions au sein du Musée du Louvre. Généralement, les dépôts de plaintes sont compliqués. Les gens n'y vont pas tous. Pour le public, nous sommes en train de mettre en place un dispositif avec le parquet, le commissariat et la préfecture de police. Le but est que le visiteur dépose directement sa plainte au Musée du Louvre.

Sur les petites insultes et incivilités, nous allons mettre en place un système de main courante au sein du musée.

Pour les dépôts de plaintes au musée, le service juridique a regroupé tous les dépôts de plaintes, chiffrer certains délits.

Concernant le dépôt de plaintes, nous avons eu plusieurs réunions avec le commissariat. Aujourd'hui, nous sommes à nouveau dans un échange avec le procureur de la République. Il reste des réponses à obtenir (qui prend la plainte, etc.). Les choses finiront par aboutir. Enfin, le procureur a demandé à ce que les pickpockets déjà condamnés par la justice se voient interdire l'accès au Musée pendant une période donnée.

M. TEYTEAU (DASV)

Nous avons constitué un groupe de travail représentant toute la surveillance : accueil, caissiers-contrôleurs (chefs d'équipes, agents postés, agents d'intervention). Il y a eu trois réunions depuis le mois d'octobre. Ces réunions sont consacrées à l'élaboration de consignes. Les consignes sont conçues par poste et sont déclinées suivant plusieurs possibilités.

Nous allons aussi traiter le cas des pickpockets avérés, ceux que l'on voit tous les jours. Le fait que beaucoup ne respectent pas le règlement de visite va nous permettre de les expulser sur cette base.

Nous n'avons pas encore traité le volet agression/incivilité, ce que nous allons faire en liaison avec le service juridique. Les agressions, verbales ou physiques, seront traitées à la réunion suivante. Les agents nous ont donné de multiples idées d'amélioration.

Nous avons aussi été voir les ambassades : Corée, Chine, Japon. Les ressortissants de ces pays sont les personnes les plus vulnérables. Elles ont traditionnellement beaucoup d'argent sur elles. Nous travaillons donc à une signalétique consistant à prévenir les gens en leur donnant des conseils pratiques. Par exemple, on ne met pas un portefeuille rempli d'argent dans la poche arrière de son pantalon. En liaison avec ces pays, il y a aussi des actions en amont. Les offices de tourisme chinois et français, les journaux et la télévision chinoise vont aussi délivrer des messages de prudence. Il s'agit de ne pas tomber non plus dans la paranoïa, parce qu'il faut quand même que le

public prenne plaisir à venir. Nous allons décliner cela sous forme de conseils de prudence auprès d'un maximum de gens.

Nous recevrons demain l'office de tourisme de Paris. Nous ne sommes qu'un élément d'un problème général, mais nous allons essayer de faire de notre mieux. Les consignes que nous élaborerons en groupe de travail seront ensuite soumises à un comité de validation présidé par Serge Leduc.

M. BARBARET

Avant d'ouvrir le débat, je tiens à dire que le sujet intéresse toutes les directions du musée. Dans cette affaire, il n'y a pas de solution miracle, mais un ensemble d'actions à mener. Ce qui a été décrit correspond bien à cette stratégie.

M. MINOS

Généralement, les agents connaissent les pickpockets. Il revient aussi aux policiers de faire le travail.

M. FOUSSE

Pour que la police agisse, encore faut-il que la victime porte plainte. L'argent n'est pas une preuve du vol. Il faut encore un témoin. La procédure suppose ces trois éléments. De plus, il n'est pas possible de relever l'empreinte de mineurs sans l'autorisation des parents. La procédure part au parquet, lequel reçoit la procédure, mais avec une adresse fausse et une identité fausse. Pour trouver l'identité, il faut saisir l'OCLDI, et la police roumaine nous aide dans ce cadre. Depuis quelques mois, des officiers roumains se promènent dans le musée pour les identifier. Donc, la police et la justice font leur travail, mais ces personnes jouent sur l'ensemble des règles existantes pour se protéger et éviter d'être prises. Ils mettent en opposition les règles qui protègent la liberté des personnes avec des règles qui leur permettent de se mettre sur le fil du rasoir. Il faut protéger les agents aussi contre eux-mêmes, c'est pourquoi nous leur demandons en permanence de ne pas agir sur les pickpockets.

M. MINOS

Un agent peut difficilement ne pas intervenir s'il voit un visiteur se faire voler.

M. FOUSSE

Les pickpockets savent provoquer et en jouer. D'autant que leurs techniques évoluent. Ils changent de vêtements, etc. Ils ont aussi une bonne connaissance juridique.

M. MINOS

Le ressenti des agents est qu'on les laisse tout faire et que les agents n'ont pas le droit de bouger.

M. LEDUC

Ce qu'il est possible est d'informer les visiteurs qu'un pickpocket se rapproche.

Mme MULLER

Dans un premier temps, nous souhaitons vraiment que les termes soient mesurés dans le contexte actuel. Il y a un contexte de racisme envers les Roumains – et précisément les Roms – qui flambe nettement. La problématique des pickpockets ne se résume pas à cela. On commence à entendre des musées des termes comme « de la vermine ».

M. BARBARET

C'est un point de vigilance à noter.

Mme MULLER

Merci.

Comme nous sommes au CHSCT, ce qui nous intéresse est le risque pour les agents (plus que le vol aux visiteurs, qui est aussi un problème). Il est important de former les agents. Ensuite, nous avons demandé des procédures claires sur ce qui se fait et ne se fait pas.

Par contre, il y a quelques points pour lesquels nous aimerions que l'angle de vue soit modifié. Déjà, il n'y a pas que des mineurs qui volent au sein du musée. Dans le cas récent d'un dépôt de plainte contre un majeur, l'adresse donnée était fautive et l'affaire a été classée sans suite. La période d'interdiction d'accès au musée renvoie à une question de police. Ce qui nous importe est la menace aux agents. Pour ma part, si j'étais confrontée à des pickpockets dont je connaîtrais la dangerosité, j'en demanderais l'évacuation à mon encadrement et j'exercerais même mon droit de retrait si ce n'était pas fait .

M. FOUSSE

Pour un cas que je connais, il a demandé aux collègues de sécurité de ne pas laisser rentrer la personne. Cette personne a été menaçante. Il faut aussi trouver le juste équilibre pour que cela ne se transforme pas en « chasse à l'homme ».

M. FEMEL

Avez-vous trouvé des marges de manœuvre pour aider les agents dans leur travail ? Le groupe de travail a-t-il permis de dégager des perspectives de ce type ?

Dans le même sens, ont-ils trouvé des solutions pratiques à Versailles et Orsay ?

M. TEYTEAU

À Versailles, la problématique n'est pas la même, car ce sont des gens qui viennent généralement par le train. Donc, la SNCF téléphone. Comme les vols ont lieu dans les files d'attente et dans les points de vente, ils renforcent les effectifs et la police arrive aussi. C'est comme cela qu'ils ont réussi à avoir du résultat. Versailles a aussi mis en place un message sonore. Ils préviennent les gens que des pickpockets sont susceptibles d'intervenir dans la file d'attente.

À Orsay, il y a une seule entrée et les vigiles en postes connaissent assez bien les délinquants et essaient de les dissuader d'entrer. Ils ont aussi des messages à l'intérieur, mais ceux-ci ne sont pas toujours audibles.

Ce qui va vraiment unifier les pratiques sera l'élaboration des consignes pour la surveillance. Par exemple, on demandera de n'avoir aucun contact physique avec ces sujets, qui sont très provocateurs (ils me traitent régulièrement de raciste » et il importe vraiment de garder son calme). Si des pickpockets sont dans une salle, la consigne sera d'en avertir le public. Aussi, il ne faut pas hésiter à appeler des renforts.

M. FEMEL

Je ne suis pas persuadé que tous les agents aient connaissance de ces éléments de base. Cela peut parfois créer des malentendus avec les visiteurs.

M. LEDUC

Je préférerais que le travail aille à son terme avant de communiquer de manière cohérente. En attendant, on s'appuie plutôt sur des pratiques dont certaines seront effectivement à revoir.

Mme HADBI (CGT)

Sachant tous ces problèmes, le public risque-t-il de moins venir ?

M. TEYTEAU

C'est le fond de l'affaire. On doit prévenir les gens sans les dissuader de venir.

M. GUILLAUD

Il y a aussi le cas des agents qui ont déjà été agressés et qui ont peur que leurs agresseurs se représentent au musée. Certains collègues sont vraiment dans la terreur.

M. LEDUC

J'ai tenu deux séances d'information à l'auditorium il y a quelques jours. Tous les gens ne peuvent pas y participer, bien sûr. En revanche, nous n'avons pas souhaité faire une information écrite sur l'état des travaux, notamment le travail avec le parquet général. Nous voulions le garder à l'oral. Je veux bien prévoir éventuellement une autre réunion.

M. GUILLAUD

Il y a d'autres cas où les agents sont dans l'attente d'une information du service juridique.

M. BARBARET

C'est vrai qu'une partie des informations sont à garder à l'oral. Je suis attaché au fait de faire le maximum dans le cadre juridique qui est le nôtre.

M. FEMEL

J'entends pour la DASV, mais au niveau de la DRHDS, envisagez-vous de faire une communication sur la procédure ? Je pense aux aspects juridiques, à la procédure pour déclarer un accident de travail et aussi la manière d'enclencher la protection fonctionnelle.

Mme LEMOINE

Comme je le disais, on s'est laissé surprendre par des événements qu'on n'avait pas l'habitude de gérer cet été. C'est vrai que nous les avons mal gérés. La plupart du temps, une fois que les agents ont posé leur plainte, qu'ils ont fait leur déclaration d'accident de travail et qu'ils ont eu leur protection fonctionnelle, ils sont un peu oubliés. De fait, j'ai découvert des agents qui étaient très en souffrance pendant leur arrêt de travail à la maison. J'ai un peu culpabilisé, car notre devoir était de les accompagner davantage.

Un des objectifs du groupe agressions est de reprendre la procédure. Sur la partie « *Accidents du travail* », « *Protection fonctionnelle* », « *Information de l'agent sur ses droits* », on a décidé que la porte d'entrée serait a priori la direction des ressources humaines. Mais il faut qu'on travaille avec la DASV, car le week-end et la nuit, la DRH et la DFJ ne sont pas là. Il fallait d'abord se caler. On va maintenant voir avec la DASV. La DRH est envisagée comme porte d'entrée, car elle a la capacité d'orienter vers le médecin, le psychologue ou le service du personnel qui aidera l'agent à faire sa déclaration d'accident du travail. Ensuite, l'équipe va pouvoir mettre en place un accompagnement, y compris si l'agent est en arrêt-maladie.

Par exemple, j'ai eu le cas d'une personne qui était suivie en ville et qui avançait ses frais médicaux. De notre point de vue, c'était évident qu'un formulaire était à renvoyer à la DRH. Ce qui est évident pour nous ne l'est pas forcément pour les agents. Je l'ai bien mesuré.

Je n'avais pas mesuré qu'un agent agressé n'en parlait pas forcément tout de suite. Il y a une période d'adaptation. Je rappelle qu'il existe une commission pour les salariés victime d'agressions et que les salariés sont censés être dédommagés. Donc, un de nos agents va présenter son dossier auprès de cette commission. Aujourd'hui, il est convenu avec le service juridique qu'il nous redirige toutes les plaintes. On a une vraie prise en compte des agents en dehors de la situation de travail.

Mme KARDIANOU

Il se peut aussi que les agents confondent une personne avec un pickpocket et agissent à tort, avec des gestes déplacés, en incitant les gens à quitter le musée.

Il s'agit de protéger les agents de dérapages compréhensibles et humains. Mais il arrive qu'une personne violente suscite des réactions.

M. FOUSSE

Il est difficile de faire preuve de discernement sur ce problème des pickpockets.

Mme MULLER

Puisque les procédures ne sont pas connues, il faudrait accepter dans la foulée qu'il ne soit pas possible de reprocher à un agent d'avoir un comportement inadapté.

M. LEDUC

Pour l'instant, on fait du conseil individuel avant que les procédures ne sortent.

Mme MULLER

Donc, on ne peut pas reprocher à un agent de ne pas bien faire, quand on ne lui dit pas comment il faut faire. D'ailleurs, quel sera le délai de publication de ces fiches de procédures ? À mon sens, il serait aussi indispensable de les présenter en instance, puisqu'ils relèvent des questions d'organisation du travail.

M. TEYTEAU

Je crois que le comité de validation se réunit le 7 décembre.

Mme LEMOINE

Je crois qu'il vaut mieux que vous les ayez le 11.

M. BARBARET

Nous pouvons nous en tenir à ce calendrier.

Y a-t-il d'autres remarques ?

Mme MULLER

Avez-vous réfléchi à la possibilité pour le Louvre de porter plainte en tant qu'établissement ?

M. FOUSSE

C'est en cours.

M. BARBARET

Denis Fousse l'a évoqué. C'est en cours. Le parquet de Paris nous a confirmé que l'idée était bonne. À ce stade, ils nous aident pour que la procédure soit la plus efficace possible.

Mme MULLER

À ma connaissance, il y a eu deux périodes de filtrage aux entrées (15 août et vacances de Toussaint). Les collègues s'interrogent sur le choix de ces périodes.

M. BARBARET

Il faut veiller, en multipliant les interdictions, à ne pas contrevenir au droit des libertés publiques. Soyez assurés que nous faisons le maximum dans le respect du cadre juridique. L'ensemble des mesures évoquées aujourd'hui est de nature à améliorer les choses.

VIII. Visite arts de l'Islam/OMER du 19/10/2012 (pour information)

Mme COTTEVERTE (conseiller de prévention)

Je rappelle qu'il y avait eu une première visite CHSCT en phase chantier. Il avait été ensuite demandé en CHSCT de refaire une visite après ouverture. Ce compte rendu de cette 2^{ème} visite prend en compte les remarques faites à l'issue de cette dernière visite.

M. BARBARET

Je propose donc d'ouvrir le débat.

Mme KARDIANOU

Je voulais simplement savoir si, depuis cette visite et que ce document est entre vos mains, il y a eu des propositions d'amélioration. Plus haut, M. Clément disait que la climatisation des Arts de l'Islam était parfaitement régulée, ce qui n'est pas tout à fait vrai, car il y a des zones froides et des zones très chaudes. Nous les avons effectivement constatées sur place et c'est assez désagréable. Les agents qui y travaillent toute la journée le ressentent. Je mets donc un bémol au satisfecit de M. Clément.

Mme HAYES (DMO)

Comme point d'amélioration, je citerai d'abord l'éclairage. Le bureau de contrôle nous a fait un certain nombre de remarques si bien que nous allons procéder à une séance de réglages et de rajouts d'éclairages.

Aussi, nous avons pris des mesures sur les dalles et la partie revêtement des sols. L'entreprise qui a posé les sols a été sollicitée et nous nous sommes aperçus que les interventions sur les dalles de sol pour accéder aux socles des vitrines n'ont pas respecté les procédures de mises et remises en œuvre. Il y a donc une désolidarisation des sols d'avec les vitrines, ce qui suppose de rajouter un point de silicone.

Mme KARDIANOU

Lors de notre visite, ce point nous avait déjà été signalé et sa résolution était annoncée pour la semaine 43. Lorsque nous avons fait le constat des dalles qui bougent et des vitrines qui vibrent, la solution était déjà dans les tuyaux. Donc, il reste encore des points...

Mme HAYES

Des choses ont été faites. Un contrat a été passé pour la verrière.

M. CLEMENT

L'ascenseur Y refunctionalise.

M. MINOS

Je profite de la présence du Capitaine Leclercq. Depuis l'ouverture des Arts de l'Islam, le RIA est toujours encombré. Est-ce que les pompiers l'ont déjà visité, car je ne les y ai jamais vus ?

Capitaine LECLERCQ

Oui, il y a eu quatre visites complètes, avec remontées d'information.

M. MINOS

Il y a aussi un problème de serrures sur certaines armoires électriques.

Mme HAYES

Oui, il y a des niches techniques qui abritent la climatisation. Nous avons commandé des serrures, car elles ne doivent pas être accessibles au public.

M. MINOS

Il y a aussi un nouveau type de banc sur lequel tout le monde trébuche.

Mme HAYES

J'ai effectivement vu que, sous le grand escalier, quelqu'un a mis une bande de scotch en bas du banc.

M. MINOS

Il fallait faire les choses avant. Là, on a attendu qu'une personne se cogne sur la vitre.

Mme HAYES

C'est quelque chose qui avait été indiqué lors du passage de la commission de sécurité. On a fait plusieurs lettres d'injonction, aussi bien à l'architecte qu'à l'équipe de maîtrise d'œuvre, et il a fallu que ce soit nous, le musée, qui prenions l'initiative de le faire. Certaines choses que nous demandons effectivement ne sont pas suivies des faits. Ce n'est pas pour autant que nous ne les avons pas demandées.

M. MINOS

Lorsque j'y suis, les plaques d'issues de secours tombent toutes seules. Je les ai vus de mes yeux. Et on entasse les plaques tombées à côté de l'armoire de district.

Mme KARDIANOU

Tous ces points ont été signalés lors de visites et figurent dans les comptes rendus. De deux choses l'une : soit nous prenons le temps de les revoir point par point, soit vous nous dites ce qui est fait. On ne peut pas aborder un problème aussi important en « cinq minutes chrono », parce qu'il faut qu'on aille manger.

M. MINOS

Dans les toilettes par exemple, nous avons demandé la pose d'une signalétique.

M. BARBARET

Pour plus de méthode, je propose de préparer un tableau autour de ce compte-rendu. Nous aurions un document préparé avec des réponses écrites que nous examinerons au prochain CHSCT, ce qui sera plus efficace que de le faire oralement.

Mme RIGADE (Sud culture)

Je précise simplement que les ascenseurs x et y sont inversés sur le plan, ce qui cause des problèmes au public.

Mme BERTHOMIEUX

Pour ma part, il est à déplorer que les commissions d'accessibilité et autres ne soient pas suivies. De juillet à novembre, nombre de choses n'ont pas été faites.

M. BARBARET

Comme nous l'avons expliqué, c'est la maîtrise d'œuvre qui est responsable. Si elle ne s'exécute pas, les moyens de coercition sont quasiment nuls. En l'espèce, notre maîtrise d'œuvre, qui a autant de qualités que de défauts, n'a pas répondu à nos injonctions.

Mme KARDIANOU

Donc, on reste sur le point de suivi écrit.

M. RUELLAN

Au niveau des vitrines, quand pourrions-nous intervenir sur la maintenance ?

M. RICARD (DMO)

La maintenance est garantie un an. Ensuite, le musée reprend la maintenance. Pendant la période de garantie, en cas de problème, une fiche doit être réalisée et envoyée pour une intervention sur site pour réparation. Il faut faire un dossier d'ouvrage de sorte que l'entreprise intervienne.

Mme LEMONNIER

La DMO est en train de préparer, à notre attention, des fiches assez simples pour l'utilisation des vitrines. La maintenance des vitrines – et de la reprise par le Louvre – est une question qu'il faudra approfondir.

Mme RIGADE

Nous souhaiterions que soit organisée une visite lors d'un déplacement d'œuvres, en présence de la médecine de prévention. Pendant la visite des espaces, il a été constaté des difficultés de manipulation, de maintenance. Les espaces sont exigus.

Mme KARDIANOU

Cela serait bon à faire partout. J'entends qu'il n'y a qu'un an de garantie. Or il y a des vitrines très délicates à ouvrir, avec une télécommande, qu'il faut d'abord débloquer avant que la porte ne s'ouvre. Je crains qu'il n'y ait très rapidement des vitrines endommagées.

Mme HAYES

Il existe une procédure pour l'ouverture des vitrines qu'il convient simplement de lire.

Mme KARDIANOU

En cas de dommage, au bout d'un an et demi, la responsabilité de l'agent peut-elle être engagée ?

Mme HAYES

Non.

M. RICARD

Au-delà de la procédure écrite, une formation a été dispensée aux différentes personnes. Si vous souhaitez de nouvelles formations, nous pouvons aussi faire revenir l'entreprise dans cette optique.

Mme KARDIANOU

Par ailleurs, j'ai entendu dire que les nouvelles salles étaient interdites aux visites de groupes.

M. LEDUC

C'est une mesure temporaire. Il convient d'attendre que la fréquentation baisse pour que les groupes puissent visiter dans de bonnes conditions. Pour mémoire, la première semaine a connu un trafic de l'ordre de 15 000 passages par jour, avec des pointes à 19 000 le premier dimanche gratuit. Ensuite, la fréquentation s'est stabilisée autour de 10 000 passages/jour, jusqu'à la veille des vacances de la Toussaint. La fréquentation est remontée pendant la première semaine des vacances, au-delà des 13 000 passages/jour, avec deux pointes à 18 000. Lorsqu'elle descendra à 7000 passages/jour, ce qui est envisagé, nous pourrons accueillir les groupes (peut-être avant les fêtes, mais plus probablement au début de l'année prochaine).

Mme KARDIANOU

C'est une procédure, me semble-t-il, assez inédite que d'interdire l'accès à des groupes sur certaines périodes.

M. LEDUC

Notez que c'est pour la même raison que les premiers dimanches du mois ne sont pas autorisés.

Mme KARDIANOU

Ce n'est pas comparable à mon sens. Cela me choque quelque peu par rapport à l'offre culturelle.

M. BARBARET

C'est aussi le confort de visite des visiteurs. Par définition, on le regrette tous. Lorsque les expositions enregistrent une trop grande fréquentation, la DASV est conduite à cadrer les visites de groupes.

M. ROGIER

Ma première question porte sur les interventions des pompiers. En cas de malaise, il est difficile de fixer un lieu de rendez-vous (problème du code Louvre).

Capitaine LECLERCQ

Nous avons demandé le doublement des petites fichettes de manière à retrouver plus facilement le code Louvre, en cas d'alertes de secours.

Mme MULLER

Cela ne résout pas du tout le problème de n'avoir qu'un seul code de référence pour un espace qui est grand.

Capitaine LECLERCQ

Je pense que d'aller les accueillir à l'accès donné résout le problème. Il serait difficile de redécouper les volumes en plusieurs espaces. Le meilleur moyen est d'aller les chercher et les emmener.

Mme MULLER

Si c'est l'option que vous retenez, il faudra faire une consigne spécifique l'expliquant. Tout le monde ne saura pas qu'il faut attendre les pompiers en donnant le code Louvre. Je crois qu'il faudra réfléchir à terme à un découpage, ne serait-ce que pour indiquer aux pompiers l'endroit où intervenir en cas d'urgence.

Capitaine LECLERCQ

Dans ce cas, il faudra peut-être refaire une formation.

Mme MULLER

Les volumes de la DASV sont énormes. Avec tous les agents susceptibles de travailler dans le secteur, il faut se poser la question de précisément structurer la chose.

M. MINOS

Au niveau de l'entresol, il n'y a actuellement qu'un téléphone. Est-il prévu d'en mettre un deuxième ?

M. RICARD

Il est prévu d'ajouter un téléphone au niveau de l'ascenseur Y.

M. ROGIER

Sur les évacuations, si j'ai bien compris, les messages sonores sont tellement efficaces qu'ils font évacuer le public (et qu'il faut les empêcher d'évacuer).

M. LEDUC

La procédure actuelle consiste à diffuser un message d'évacuation. De notre côté, notre consigne est d'attendre les suites de la levée de doute réalisée par l'SPSI pour confirmer le message d'évacuation.

Capitaine LECLERCQ

Il existe des procédures d'évacuation. C'est vrai qu'entre le schéma directeur incendie, les travaux, la maintenance, etc., cela génère beaucoup de détections incendie intempestives.

M. CLEMENT

En réponse à M. Rogier, nous avons voulu demander une temporisation de ce message. Jusqu'ici, toutes les réponses sont négatives.

Dr CHERIN

En tant que médecin du travail, je dirais simplement que tout ce qui n'est pas clair est dangereux.

Mme KARDIANOU

Je pense qu'il faut faire des exercices d'évacuation pour essayer de comprendre les nouveaux espaces.

Aussi, il paraît que les ascenseurs continuent de fonctionner même quand il y a des DI. C'est apparemment une nouvelle réglementation. Si tel est le cas, il faut communiquer.

M. CLEMENT

En effet, c'est une prescription récente de la commission de sécurité qui va s'appliquer à tout aménagement d'ascenseur à venir. Elle va s'appliquer dans le cadre des travaux du schéma directeur incendie et sera progressivement étendue. Si on fait une information, elle doit être faite de façon interne. Elle sera peut-être échelonnée.

Pause-déjeuner (13 h 37)

La séance reprend à 14 h 43.

IX. Rapport d'inspection SST sur les lieux de prise de repas au Musée du Louvre

M. ROGIER

Je rappellerais simplement que ma démarche a été de regarder les conditions dans lesquelles les personnels du musée comme les salariés des entreprises extérieures avaient la possibilité de prendre leur repas, alors qu'il m'apparaissait que des difficultés étaient rencontrées. Un inconfort a parfois été exprimé et ressenti. Visuellement, on s'est aussi rendu compte que les installations ne correspondaient pas à ce qu'elles devraient être.

J'ai eu la possibilité de traverser des espaces très variés, grâce à l'accompagnement des agents de prévention. J'ai donc proposé une synthèse de ce que j'ai observé. Mes observations visent essentiellement à rappeler l'écart avec la réglementation, laquelle prévoit que les repas ne peuvent être pris dans les locaux de travail.

En conclusion, j'ai proposé à l'établissement de chercher à se rapprocher de la réglementation en organisant des espaces de prise de repas adaptés, en sus du restaurant du personnel (dont la capacité n'est pas suffisante pour le public concerné). Une partie des salariés des entreprises extérieures n'utilisent pas ce restaurant.

M. BARBARET

Pour ma part, ce rapport m'a appris beaucoup de choses. Il faut naturellement que l'on se rapproche de la réglementation en vigueur tout en répondant aux besoins que suggère l'actuelle utilisation « sauvage » d'espaces pour le repas.

Mme LEMOINE

Je précise qu'en complément du travail de M. Rogier, nous avons fait une estimation du nombre d'agents effectivement présents tous les jours. Le restaurant a théoriquement la capacité d'accueillir tout le personnel. Selon le principe de réalité car tous les personnels ne fréquentent pas la cantine.

En cas de problèmes d'hygiène, nous serons responsables. Il faut trouver des solutions rationnelles pour les agents et raisonnables pour le musée. Plus ennuyeux que le coût, il y a le contrôle-qualité de ces locaux. Il nous revient de prévoir quelques zones sur le palais, qui soient propres et entretenues, de sorte que les gens qui le souhaitent puissent venir au déjeuner.

M. MINOS

Est-il envisageable d'utiliser l'ancien local fumeurs ?

Mme LEMOINE

Il faudra voir.

M. LEGENDRE (CGT)

En page 3, un article de loi propose des solutions alternatives.

Mme LEMOINE

L'article de loi stipule que l'employeur a l'obligation de mettre à disposition des salariés des espaces pour déjeuner. Le Louvre met à disposition de ces agents un local de restauration qui a la capacité d'accueillir tous les agents.

M. ROGIER

La réglementation prévoit effectivement que l'employeur mette à disposition un espace de restauration où les salariés apporteraient leur repas, le conserverait dans un réfrigérateur et pourrait le chauffer. En remplacement de cette solution, l'employeur peut organiser un système de restauration collective. Ayant un système de restauration collective, l'établissement pourrait interdire la prise de repas ailleurs. À l'échelle de l'établissement, il nous semble toutefois difficile d'imposer une seule pratique de prise de repas.

Mme MULLER

Pour Sud, le mérite premier de ce rapport d'inspection est qu'il met bien en exergue les besoins. La problématique est globalement la même, à savoir le manque de lieux spécifiquement dédiés, mis aux normes, pour la prise de repas hors restaurant du personnel.

Certes, il y a des agents en situation de prendre leur repas à leur poste de travail, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. À la DASV, les prises de repas se font plutôt au niveau des locaux Sully, qu'il faudrait donc adapter à cet usage. Récemment, nous avons eu beaucoup de remontées de collègues plus que mécontents du fait de la suppression des tables et des chaises qui étaient à leur disposition au niveau des vestiaires. Les agents continuent tout de même à prendre leurs repas dans ces vestiaires, mais désormais sur des bancs, dans des conditions pires qu'auparavant.

Comme le montre le rapport d'inspection, il y a un problème majeur sur les locaux sociaux Sully, en termes de fournitures techniques. Aucun réfrigérateur n'est mis à disposition. La plupart des agents n'ont pas la possibilité de stocker leurs denrées alimentaires dans des conditions acceptables. Visiblement, le nombre de fours micro-ondes est insuffisant par rapport au nombre des agents. A priori, près de 80 personnes prendraient quotidiennement leur repas à cet endroit, sans réfrigérateur, sans table.

M. BARBARET

À mon sens, il faudrait étudier l'option de réfectoires aménagés. On ne peut pas garder la situation telle que décrite dans le rapport de Yann Rogier. Si on fait les choses, néanmoins, il faut les faire bien.

Mme LEMOINE

J'ajoute que ce n'est pas parce qu'il y aura un espace aménagé dans cette zone du palais que les agents seront forcément satisfaits. D'expérience, j'ai déjà vu des gens continuer à manger sur leur poste de travail alors même qu'ils avaient un local.

Mme MULLER

Sur la problématique de la DASV et plus particulièrement des agents face public, je ne pense pas que la solution d'un réfectoire résoudrait le problème. Généralement, les agents, qui sont entourés de foule et de bruit toute la journée, utilisent les vestiaires en tant qu'endroit calme. C'est un élément à prendre en compte.

Sur le projet Pyramide, je ne me souviens pas que les maquettes qui nous ont été présentées prévoient un espace dédié à la restauration. C'est peut-être le moment de l'intégrer.

M. BARBARET

C'est certain qu'on voit émerger un besoin latent et qu'il faut trouver des solutions. À ce stade, je crois qu'il faut déjà enquêter sur les lieux qui pourraient être mobilisés. Il faut aussi prendre en compte le paramètre du coût, y compris la maintenance.

Mme LEMOINE

Oui. Une étude de besoins est sans doute à mener : critère de calme, critère de convivialité, etc. On pourrait envisager de commencer par ça. Puisque j'envisage justement de faire une petite enquête pour mieux connaître les besoins de la population du musée, on pourrait peut-être en profiter pour intégrer une partie restauration au questionnaire.

M. BARBARET

Malgré tout, il faudrait très rapidement lutter contre ces lieux de restauration sauvage. Il y a une petite étude de faisabilité à mener.

Mme LEMOINE

En attendant, on pourrait faire un avenant avec l'entreprise de nettoyage, au moins pour l'existant. Même si on pare au plus pressé dans un premier temps, ça ne réglerait pas le problème des vestiaires.

Mme MULLER

Il est certain qu'un minimum est à faire en termes d'hygiène. Il n'est pas rare, par exemple, que les restes de repas de la veille attendent dans les poubelles jusqu'au lendemain. Afin d'éviter cela, il faudrait revoir les horaires de nettoyage avec l'entreprise sous-traitante.

Mme LEMOINE

Nous trouverons des arrangements temporaires, mais la solution du vestiaire est la plus mauvaise.

M. BARBARET

Je crois qu'il y a plusieurs axes. D'abord, il faut voir si certains espaces pourraient être maintenus à titre provisoire, sous réserve qu'ils soient entretenus et que l'hygiène soit garantie. Ensuite, il conviendrait de faire cette étude de besoins pour bien comprendre les besoins des agents. Enfin, il convient d'imaginer des solutions pérennes (avec un devis associé). Il est vrai qu'il faut suffisamment l'ancrer dans le projet Pyramide.

Mme LEMOINE

Je pense que nous pourrions lancer l'enquête relativement vite, certainement en janvier.

Mme LEMONNIER

S'il y avait des espaces provisoires, donc, l'idée serait d'y installer des équipements ménagers qui tiennent la route.

M. BARBARET

Quelle est la politique des entreprises extérieures vis-à-vis de la cantine ?

Mme LEMONNIER

Elles peuvent soit ouvrir l'accès du restaurant d'entreprise avec leur personnel, soit leur donner des tickets-restaurants. Il existe deux petites zones dans le musée où il est possible de s'asseoir, avec un four et un réfrigérateur. Ces zones sont essentiellement occupées par les personnels de Challancin.

Mme LAIDAOU

Les entreprises extérieures ont le choix du ticket-restaurant, de la prime panier ou du restaurant d'entreprise. L'essentiel des entreprises ont choisi la prime de panier et le ticket-restaurant. À ce titre, nous n'avons pas à mettre à leur disposition des espaces de restauration.

M. ROGIER

La prime de panier est destinée à financer leur gamelle. Je vous recommande d'utiliser le plan de prévention pour notifier précisément les lieux autorisés à chaque entreprise. Aujourd'hui, vous avez les gens qui mangent au milieu de leurs outils.

M. BARBARET

Stricto sensu, l'employeur pourrait légalement régler le problème en imposant de manger à la cantine, mais je ne veux pas d'une situation aussi radicale. Le tout est de pouvoir lancer ce plan d'action sur les petits espaces utilisés, voir les coûts induits et aboutir à une structure pérenne qui serait adaptée.

Mme MULLER

Pour revenir sur la question des locaux de Sully, si nous avons des réfrigérateurs en nombre suffisant, qu'est-ce qui empêcherait la prise de repas dans les vestiaires ?

M. BARBARET

Pour y répondre, je propose de travailler sur les axes que je viens de mentionner.

Mme KARDIANOU

Par ailleurs, en page 9, il est question de « réduit qui servirait de chambre ».

M. LEDUC

C'est un « squat » qui n'est pas permanent. Cela a été interdit à plusieurs reprises à l'agent pour lui dire ne pas venir au musée avec son chien. J'ai découvert la situation de squat dans le dossier.

M. BARBARET

Les mesures seront prises pour faire cesser cela.

M. BARBARET

Au bout du compte, on voit bien qu'il nous faut des espaces de type réfectoire. Ce souhait doit s'accompagner d'une évaluation en investissement et en fonctionnement. Sous le pilotage de Charlotte Lemoine, il importe de faire cette étude de besoins, avec l'aide de la DAMT et de la DASV, pour aboutir à quelque chose qui pourrait nous être présenté au CHSCT du printemps prochain. Dans l'urgence, l'idée serait de faire une sorte d'analyse des lieux actuels. Pour ceux qui seront considérés comme inacceptables, nous demandons à ce qu'il soit mis fin à la situation. Ceux qui pourraient être préservés, sous réserve d'un entretien, pourrait permettre d'éviter quelque chose de trop brutal.

Mme MULLER

Le mobilier des vestiaires restera donc spartiate.

M. BARBARET

A priori, les vestiaires ne sont pas un lieu de restauration.

Mme MULLER

Il peut tout de même y avoir des chaises et des tables dans les vestiaires, sans qu'il y ait restauration en soi.

Mme LEMOINE

Il y a quand même des salles de repos.

M. BARBARET

Nous prenons note de votre demande.

Mme LEMOINE

Nous regarderons comment donner satisfaction à ces agents qui ont été perturbés dans leurs habitudes.

X. Suivi des actions CHSCT (pour information)

Mme MULLER

Parmi les actions réalisées, notamment (action n°9) les travaux de restauration d'œuvres dans les réserves AGER et voisinage, nous n'avons pas la réponse. Nous aimerions savoir s'il y a eu un risque ou non et s'il existe une liste des agents exposés.

Mme COTTEVERTE

Nous vérifierons.

Mme MULLER

Il est aussi noté que l'évaluation du risque sera faite dans le cadre du document unique. On estime que ce document n'est pas une fin en soi et qu'une évaluation doit être réalisée.

Mme COTTEVERTE

Oui. De toute manière, l'action a été faite suite à une alerte aux AGER.

Mme MULLER

Sur le point 12 (page 4), depuis 2011, on est toujours à l'élaboration d'interventions et de procédures.

Mme COTTEVERTE

Cela a été fait.

Mme MULLER

De manière générale, il faudrait peut-être faire un petit nettoyage des actions réalisées.

Mme COTTEVERTE

Le principe, je le rappelle, était de garder toutes les actions de l'année n-1. Ensuite, on refait un toilettage quand on passe à l'année suivante.

Mme MULLER

D'accord.

Mme KARDIANOU

Sur le point 11 par exemple, on ne sait pas vraiment si un risque a été évalué. Nous avons demandé la visite de certains bureaux du département des objets d'art. Je vois qu'il y a eu une visite de postes, que s'est-il passé ensuite ? Quel est le suivi ? Donc, je ne vois pas pourquoi elle disparaîtrait à partir de 2011, à partir du moment où l'action n'est pas finie. La seule visite n'est pas une réponse. On peut faire un désherbage des actions et envoyer ce qui a été fait. J'ai encore deux actions de ce type.

Mme LEMOINE

Faites-les remonter à Mme Cotteverte pour qu'elle complète.

M. RUELLAN

Il y a aussi la peinture d'un mur qui devait être refaite. C'est un oubli et le point a disparu du document.

Mme LEMONNIER

Je prends note du fait que les trois autres murs devront être repeints.

Mme KARDIANOU

En page 7, le point 22 pose aussi un problème de suivi. La réunion entre la DAMT et le service médical pour recalage des procédures « *Circuit de demande d'analyses d'ambiance chimique et biologique, et transmission des résultats* ».

Mme MULLER

Par ailleurs, pour le point 35 (CESU handicap), une enquête avait été demandée sur l'utilisation des CESU. On annonce qu'il y a des bénéficiaires, sans répondre à la question de savoir comment ils emploient ces CESU.

Mme LEMOINE

C'est du domaine du privé. Sur le fait de savoir s'ils les utilisent, nous allons présenter un bilan de CESU à la commission d'action sociale. La société qui nous délivre les CESU nous a donné un bilan très précis.

Mme MULLER

Je reformule. L'enquête vise à savoir si le CESU répond aux besoins des bénéficiaires.

M. BARBARET

Nous retenons votre question.

Mme LEMOINE

On peut y travailler dans le cadre de l'enquête sociale.

M. BARBARET

Avez-vous d'autres questions ou remarques ?

Mme MULLER

Sur le point n° 4, qui renvoie au projet Pyramide, nous aurions aimé savoir combien et quels services ont vu les maquettes.

M. LEDUC

Il y a eu deux réunions, dont une sur place avec les chargés d'accueil et une autre dans les locaux du cabinet Search avec toutes les fonctions confondues (chargés d'accueil, chefs d'équipes et gestionnaires logistiques). Une autre séance de travail est programmée sur les postes de contrôle de sécurité.

Mme MULLER

Qu'en est-il des agents des contrôles-caisses ?

M. LEDUC

Ils ne sont pas touchés.

Mme LEMOINE

Le choix a été de commencer à travailler par zone. Dans un premier temps, ce sera l'accueil Belvédère et l'accueil du bas.

Mme MULLER

Ce qui a été retenu, c'est de faire ces présentations aux agents concernés, en fonction de la progression du chantier.

Mme LEMOINE

C'est ça.

Mme BERTHOMIEUX

En page 10, action n° 3, il serait bon d'avoir une réunion sur l'aire de livraison. Cela fait longtemps que nous n'en avons pas eu. Pour ce qui est de la mise en surpression des bureaux et des vestiaires, je suis entièrement d'accord, encore faut-il voir ce que vous entendez par « surpression » (surtout que certaines fenêtres tiennent avec du scotch).

Mme LEMONNIER

On avait eu l'idée de créer une dépression en soufflant plus dans les locaux où il y a du personnel et en ayant une dépression dans les locaux des aires de livraison. Ces travaux sont terminés depuis quelques mois. Nous allons regarder.

Mme BERTHOMIEUX

J'insiste sur ma demande de réunion.

M. BARBARET

La réunion sera organisée en lien avec Brigitte Cotteverte et le docteur Chérin. Les représentants du personnel devront avoir des représentants à cette réunion.

Y a-t-il d'autres remarques ou questions ?

M. MINOS

Sur le point 2 de l'action en cours/page 10, il est question de la pose d'un film opacifiant au BCTO. Pouvez-vous préciser ?

M. RIEHL

Oui, c'était la demande d'une personne de la BCTO qui ne voulait pas qu'on voie le dessous des bureaux. Nous avons donc mis en place un film opacifiant.

M. LEDUC

Nous avons consulté l'ensemble des agents qui travaillent dans ce local. C'est notamment la demande d'une partie des effectifs féminins, qui travaille en jupe et robe, qui sont parfois mal à l'aise sur leur poste de travail. La demande était de masquer la partie basse des baies vitrées. Les travaux ont été réalisés.

Mme KARDIANOU

Sinon, y a-t-il du nouveau sur les travaux de l'ascenseur AGER ?

M. CLEMENT

Il est prévu de faire une étude de faisabilité d'ici à la fin 2012.

Mme RIGADE

Au point 6 de la page 12, serait-il possible de supprimer des soufflettes dans certains ateliers ? À ma connaissance, leur utilisation contribue à l'empoussièrement.

Mme LEMONNIER

Elles sont vraiment nécessaires. Il nous revient de répéter régulièrement aux ateliers de ne pas utiliser les soufflettes pour faire le dépoussiérage.

M. LEGENDRE

Dans le document qui nous a été remis, face à un problème de poussière, la prudence devrait conduire à utiliser un aspirateur pour pallier à la soufflette. Le devis a été fait il y a un an et demi. On attend toujours nos aspirateurs. À côté des risques que nous identifions, il faut que la direction mette en place les solutions alternatives.

Mme LEMONNIER

Il faut qu'on regarde. Les aspirateurs ont été achetés. Si quelqu'un les bloque pour une raison, il faut savoir pourquoi.

Dr CHERIN

Je ne préconise pas l'utilisation de la soufflette.

M. CLEMENT

Il se trouve que, pour toute machine-outil munie de rainures, la soufflette est le seul outil qui permette de dégager le rainurage.

Mme MULLER

En page 13 (numéro 9), sur les risques psychosociaux, je voulais simplement relancer l'idée de la mise en place d'un groupe de travail RPS avec les représentants du personnel.

Mme LEMOINE

Le produit que nous construisons est encore à l'état de maquette. Nous le présenterons au CHSCT sous la forme d'un « kit atelier RPS », qui est une note de méthodologie qui sera remise à l'ensemble des directeurs. Ces jours derniers, nous avons finalisé un document avec le pôle santé et bien-être au travail. Les directeurs ne sont pas encore au courant. Il s'agit que chacun mette en place, au sein de sa direction, un groupe permettant aux agents de s'exprimer sur ce qui va et ce qui ne va pas. L'idée est qu'en janvier, nous expérimentions la démarche au sein de la DRH.

Le but serait de vous le présenter pour validation au CHSCT du printemps. Nous ferons aussi un comité de pilotage, en présence d'un représentant de chaque syndicat. Je suis en train d'organiser une assemblée générale des personnels de la DRH dans les prochains jours pour leur dire ce qu'on va faire. Le premier groupe de travail aura lieu au mois de janvier. Dans un premier temps, on constatera ce qui a évolué par rapport aux réponses de l'enquête de l'an dernier. Ensuite, le groupe d'agents choisira trois actions qui leur paraîtront prioritaires pour l'année qui vient. Ils restituent ensuite au directeur, lequel viendra en deuxième réunion proposer des actions sur la base de ce que les agents ont proposé.

Mme MULLER

Si le turnover est un indicateur, ce sera un peu la catastrophe au niveau de la DRHDS.

Mme LEMOINE

Absolument. Mais on ne prend jamais les indicateurs au premier degré, on les analyse.

Mme MULLER

J'en conclus aussi qu'il n'y a plus de groupe de travail RPS, avec les représentants du personnel.

Mme LEMOINE

Pour le moment, non.

M. MINOS

Sur le point 13 (page 4), sur les Arts de l'islam (salles de repos et sanitaires), on avait demandé avant les travaux à ce qu'il y ait une salle de repos. Il nous a été dit que c'était possible en 2014.

M. RIEHL

Cela met un peu plus de temps que prévu, mais le projet est dans les rails du côté de la DAMT. Il est chiffré et programmé dans le budget.

Mme KARDIANOU

Lors de notre dernière visite, du 19 octobre, vous aviez dit qu'il y avait des locaux prévus en attendant cet espace pérenne qui étaient les anciens locaux du café. Là encore, des travaux sont à prévoir. Est-ce chiffré ?

Mme HARROUK

Il y a eu un transfert de distributeurs de boissons pendant la période des travaux dans ce café. Depuis les travaux se sont arrêtés, il y a des distributeurs qui ne fonctionnent plus et rien n'est aménagé.

Mme MULLER

Au point 11 (page 15), sur la question des lunettes de soleil avec correcteur pour les agents travaillant en extérieur, la solution retenue est la fourniture de dispositifs de protection solaire à superposer aux verres correcteurs. Pour Sud, ce n'est pas adapté à toutes les lunettes. De plus, ils peuvent abîmer les verres.

Dr CHERIN

En matière d'EPI, ce qui existe, ce sont des lunettes de sécurité avec des verres correcteurs, munies d'un dispositif avec bascule. C'est plutôt adapté aux jardiniers, moins aux agents de surveillance qui travaillent à l'extérieur.

M. BOYER

Je crois que le type de pathologie oculaire (astigmatisme ou autre) a une influence sur la monture de la lunette, qu'il faut parfois ne pas faire trop large.

Dr CHERIN

Cela est généralement calibré par des spécialistes.

Mme RIGADE

Point 14, page 15, base de vie et sanitaire du PC Sully, il est indiqué que les travaux des sanitaires commenceront au deuxième semestre 2012.

M. RIEHL

Les travaux des sanitaires ont commencé et se termineront en fin d'année 2012.

Mme KARDIANOU

S'agissant des mesures sur le champ électromagnétique, une première phase de mesure a eu lieu entre le 26 octobre et le 1er novembre.

Dr CHERIN

Ce sera présenté au prochain CHSCT.

Mme MULLER

J'aurais une demande d'ajout de points 18 et points 19, sur la question des aménagements de poste.

Mme KARDIANOU

Nous voulions effectivement savoir où nous en étions des aménagements de postes demandés et si certains ont été refusés.

Mme MULLER

En point 19, sur la problématique des caissiers-contrôleurs, il était prévu (cf. procès-verbal précédent) que les agents précisent leur demande, en termes de conditions de travail, lors d'une réunion. Il faudrait donc l'ajouter en point de suivi.

M. BARBARET

Je propose de ne traiter qu'une première partie des points divers à cette séance, et la seconde à la prochaine séance.

M. RUELLAN

Pourrez-vous préciser si les ateliers vont à Lens, dans quelles conditions et comment ?

Mme LEMONNIER

Les interventions du Louvre ne pourront être que ponctuelles, sachant qu'il y aura déjà une petite équipe d'intervention sur place. Aujourd'hui, il y a davantage d'interventions avant ouverture. Ce devrait être moins le cas par la suite, mais cela arrivera.

M. RUELLAN

La question qui importe est celle du transport. Nous n'avons pour l'instant qu'un camion, ce qui est très juste.

Mme LEMONNIER

Un camion est en commande suite aux problèmes que nous avons rencontrés sur le B120. Aujourd'hui, deux fonctionnent et un troisième est au rebut. Le parc de véhicule est donc de trois, avec deux chauffeurs. À terme, pour le transport du personnel, on utilisera le Scénic du service intérieur. In fine, l'utilitaire remplacera l'Espace.

M. MARTIN

Je voulais savoir s'il existe un quota de sanitaires pour personnes à mobilité réduite au Musée du Louvre. Il y a des endroits où on se demande l'utilité de celles qui viennent d'être installées près de la régie, où il y a trois marches à monter d'un côté comme de l'autre.

M. RIEHL

Quand on fait des travaux sur une petite zone, on ne peut pas résoudre tous les problèmes en une fois. Les toilettes pour handicapés ne sont pas faites que pour des personnes en fauteuil roulant.

Mme KARDIANOU

Qu'en est-il de la formation CHSCT ?

Mme LEMOINE

Nous avons choisi l'organisme (Elegia) et allons la recevoir sous peu.

Mme MULLER

Le 26 octobre, nous avons envoyé un courrier au sujet du nettoyage approfondi des locaux sociaux Sully. Nombre de points n'allaient pas. Par exemple, les casiers étaient ouverts en absence de leurs titulaires. C'est une manière de procéder inacceptable et nous aimerions qu'elle ne se reproduise plus. Si l'établissement entend pérenniser ce type de pratiques, il faudra qu'elles apparaissent dans le règlement intérieur.

Mme LEMOINE

Qui les a ouverts ?

M. LEDUC

Soit des agents, soit des gestionnaires du BCTO (qui disposent des codes). On a suivi le calendrier de travail de Challançin que nous a fourni la DAMT. Le calendrier était fixe et c'était à nous de nous adapter à la progression du travail de Challançin, ce que nous avons fait, soit avec les agents lorsqu'ils étaient là, soit avec les gestionnaires du BCTO.

M. RIEHL

Pour ma part, dans le cadre de ces travaux, je n'ai eu que des compliments des agents sur place.

Mme MULLER

Le problème n'est pas sur les travaux en soi, mais sur la nécessité qu'il y avait de dire aux agents de vider leur casier sur une période donnée.

Dans la suite de ce courrier, nous demandions transmission de la fiche des données sécurité du produit de dératisation.

Mme LEMONNIER

Je n'ai pas cet élément en séance. Je vous la transmettrai.

Mme RIGADE

Au dernier CHSCT, il avait été convenu qu'il y aurait présentation des projets d'aménagement au sein du musée dans cette instance. Or très récemment, nous avons appris qu'il y a un aménagement d'une base SPSI et que les travaux ont commencé en fin novembre.

M. LEDUC

Le SPSI ne relève pas du CHSCT.

M. RIEHL

Au prochain CHSCT, néanmoins, nous présenterons les plans et projet de la base-vie Sully.

Mme RIGADE

Pourrez-vous nous dire s'il y a des sanitaires dans la future base SPSI ?

M. RIEHL

Je vous le repréciserai.

Mme HADBI

J'aurais pour ma part une demande récurrente concernant le restaurant du personnel. Serait-il possible de faire des rampes des deux côtés de l'escalier. Il n'est pas rare que l'ascenseur ne marche pas lorsque nous allons à la cantine.

Mme MULLER

En lien avec le CHSCT, sur le projet Pyramide, nous avons appris que, pour des raisons de budget, l'Administration a priorisé la borne d'information. C'est bien de prioriser les besoins les plus immédiats, mais c'est typiquement le genre de choses qui relèvent d'une discussion en CHSCT.

M. BARBARET

Pour l'instant, nous avons un peu de mal à prioriser. Ce n'est pas la baisse de subventions, mais la ponction sur notre fonds de roulement. Il faut pouvoir avaliser avec les tutelles les conséquences de cette ponction du fonds de roulement. Le 22 janvier, nous aurons un comité des investissements.

Pour l'instant, nous sommes dans l'attente de ces décisions formelles. Aujourd'hui, on priorise les sanitaires et les vestiaires pour le confort des visiteurs, mais également la banque d'information et l'accueil des groupes.

Mme MULLER

D'accord, mais il serait bon de discuter des priorisations en CHSCT.

Je voulais faire un rappel sur les déclarations d'accidents de travail. Plusieurs collègues nous ont interpellés sur le fait que leurs encadrants ne voulaient pas leur transmettre d'imprimés de déclaration d'accident de travail, au prétexte qu'elles ne serviraient à rien. Nous rappelons qu'il ne revient pas aux encadrants de dire s'il s'agit ou non d'un accident de travail.

Enfin, sur la journée de carence, nous avons constaté que, lorsque les collègues étaient en arrêt-maladie (du lundi au vendredi), la journée de carence était répercutée sur la prime dominicale. Il y a peut-être quelque chose à faire au niveau de la gestion du personnel.

Mme LEMOINE

Je vais regarder. Nous allons aussi faire une information sur le point suivant. Quand des agents sont atteints d'une infection longue durée, nous faisons une lecture très souple de la réglementation en ne retirant pas de journée de carence. Or la réglementation exige qu'on retire un jour de carence dans l'année. Nous avons été rattrapés par l'agent comptable qui demande qu'on applique la réglementation. Nous n'avons pas fait de rétroactivité, mais à partir du mois d'octobre, on est obligé de l'appliquer. On va faire une information aux agents dans Louvre Express pour les prévenir.

M. BOYER

Par ailleurs, je signale que du fil barbelé a été entreposé près du jardin des Tuileries. C'est quelque chose d'assez dangereux, qui reste à l'air libre. Ce serait a priori un choix de M. Fousse.

M. LEDUC

Vous auriez pu me le signaler.

Mme MULLER

Sinon, nous avons déjà évoqué la série de décès que le Louvre a déploré chez les agents de la DASV. S'était posée la question du mode de communication de l'établissement sur ce sujet. Ce peut être compliqué pour les agents qui n'ont pas de postes informatiques. Le fameux « pilier de la mort » perdue (au bureau d'affectation, un pilier avec un mot et la photo du badge du collègue décédé). Cette pratique ne nous convient pas du tout. Nous proposons de réfléchir à un document plus discret auquel tous les agents puissent avoir accès.

Mme LEMOINE

J'avais cru comprendre que vous ne vouliez plus la photo.

Musée du Louvre

Mme MULLER

Ce peut être très douloureux.

M. GUILLAUD

Informé des décès est cependant une nécessité.

M. BARBARET

Nous sommes d'accord. Il faut que cette information reste accessible, mais qu'elle soit sobre et respectueuse.

Mme KARDIANOU

Enfin, vous savez que le personnel d'Elior, qui gère les restaurants pour les publics, était en grève la semaine dernière. Sur leur tract, ils font l'état des lieux des espaces de production. Que ce soit Paul, le café Richelieu ou le restaurant, les conditions sont déplorable : eau par terre, micro-ondes et monte-charges défectueux. Je ne vais pas entrer dans le détail, mais je crois qu'il faut en tenir compte. Ces espaces dépendent aussi du Louvre et une visite est peut-être nécessaire. Il faut peut-être prendre contact avec le CHSCT d'ELIOR.

M. BARBARET

C'est noté.

XI. Questions diverses

Le point est reporté au prochain CHSCT.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 h 39.

Le Président
Hervé BARBARET

Le Secrétaire
Alexandra KARDIANOU